

La Presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 1er JUIN 1991

# Une enquête publique que Ryan ne voulait pas

Les relations entre le coroner chef Jean Grenier et le ministre ne sont pas au beau fixe



Le coroner chef Jean Grenier

ANDRÉ PÉPIN  
du bureau de La Presse  
QUÉBEC

La décision du coroner chef Jean Grenier de tenir une enquête publique relativement à la mort du caporal Marcel Lemay de la Sûreté du Québec, tué par balle à Oka le 11 juillet dernier, a ajouté au malaise persistant entre le responsable des coroners et le ministre de la Sécurité publique, M. Claude Ryan.

Le ministre Ryan pouvait, en vertu de la loi, décréter lui-même la tenue de cette enquête publique et ce, depuis plusieurs mois. Il ne l'a pas fait, et il a toujours refusé de tenir une enquête globale sur la crise amérindienne. Mais selon la loi, le ministre ne peut refuser de tenir une enquête si le coroner chef l'ordonne.

M. Ryan a refusé cette semaine de commenter la décision du coroner chef Grenier, insistant cependant pour dire que cette enquête portera exclusivement sur les événements du 11 juillet, c'est-à-dire sur les circonstances entourant le décès du caporal Lemay. «Je n'ai pas à commenter maintenant la décision du coroner, je m'y soumetts», a simplement dit le ministre.

On sait que le ministre n'a toujours pas décidé du sort de M. Grenier, dont le

mandat de cinq ans a pris fin en octobre dernier, c'est-à-dire il y a six mois. M. Grenier a été nommé à ce poste par l'ancien ministre péquiste de la Justice, M. Pierre Marc Johnson.

Le premier signe du malaise entre les deux hommes a fait surface le 24 avril dernier, lorsque le ministre de la Sécurité publique a publiquement mis en doute les qualités d'administrateur du coroner chef, lors de l'étude des crédits de son ministère. M. Ryan avait alors été longuement interrogé par la critique de l'opposition, M. Guy Chevrette, au sujet du coroner Grenier. M. Chevrette s'inquiétait du fait que M. Grenier ne soit toujours pas confirmé dans ses fonctions, six mois après l'échéance de son mandat.

«Au terme d'un mandat de 5 ans, avait répondu le ministre en présence du principal intéressé, le coroner peut être reconduit ou peut être changé. La loi prévoit également que pour être coroner en chef, une personne doit être coroner. Ça veut dire que s'il était question de nommer un autre coroner en chef, il faudrait que ce soit un des coroners déjà en fonction ou encore qui serait d'abord coroner.»

Le ministre s'était ensuite interrogé sur les dépenses toujours accrues au bureau du coroner. L'an dernier, le bureau

du coroner a dû demander un budget supplémentaire de 200 000\$, en plus du budget initial de 7 millions.

«Je le dis bien franchement devant M. Grenier et j'en ai discuté avec lui, il y a eu une augmentation des dépenses assez substantielle dans le secteur que dirige M. Grenier. J'avais entendu toutes sortes de choses. Quand on regarde le mandat élargi du coroner, depuis 1986, le coroner n'enquête plus seulement pour voir s'il y a des tiers qui sont intervenus dans un décès, mais il enquête sur les causes et les circonstances d'un décès (ce sera le cas pour la mort du caporal Lemay) en général. L'an dernier, il y a eu 11 000 décès qui ont fait l'objet d'enquête sur un total de 47 000 décès, alors que naguère c'était à peu près 5000.»

En aucun moment, le ministre Ryan n'a laissé entendre que M. Grenier allait être confirmé dans ses fonctions pour une autre période de cinq ans. Il n'a pas dit non plus s'il était satisfait de l'examen du budget de M. Grenier.

Interrogé hier par La Presse, le coroner chef a nié qu'il existe un malaise entre lui et le ministre Ryan. M. Grenier admet qu'il n'est pas confirmé dans ses fonctions, mais soutient que, dans le passé, des mandats ont déjà été prolongés.

«Il n'a pas été question de cela entre M. Ryan et moi. Je fais mon travail de

coroner chef. Je ne demande rien au gouvernement, c'est au ministre de décider. En ce qui me concerne, je n'ai pas l'intention de demettre en poste encore 90 ans, mais je crois que je peux encore faire des choses.»

Au sujet des dépenses de son bureau, critiquées par M. Ryan, le coroner chef a expliqué: «Nous avons dépassé nos budgets l'an dernier de 200 000\$, ce qui n'était pas une petite affaire dans le contexte des réductions de dépenses. Mais j'ai expliqué au ministre que nous avions dirigé des enquêtes importantes et que nous avions dû faire appel à des avocats du secteur privé durant la période où les procureurs de la couronne exerçaient des moyens de pression pour obtenir de meilleures conditions de travail.»

M. Grenier a ajouté que la tuerie de l'École polytechnique, l'an dernier, avait nécessité une enquête rigoureuse et coûteuse.

Le coroner chef affirme par ailleurs qu'il n'a subi aucune pression gouvernementale avant de décider de tenir une enquête publique relativement au décès tragique du caporal Marcel Lemay, survenue le 11 juillet dernier, à Oka.

«Nous n'arriverons peut-être pas à élucider cette affaire, mais nous tenterons de faire la lumière, dans le cadre de notre mandat.»

## Les Canadiens ne sont pas surtaxés, selon Mazankowski

d'après Canadian Press  
OTTAWA

Le ministre fédéral des Finances, M. Don Mazankowski, a nié que les Canadiens soient surtaxés même si le ministre du Revenu, M. Otto Jelinek, prétend le contraire.

Sans compter, a ajouté M. Mazankowski, que le gouvernement fédéral ne peut pas se permettre de réduire les impôts tant que le déficit n'aura pas été maîtrisé.

«Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de diminuer les charges fiscales tant que nous n'aurons pas mis de l'ordre dans la maison», a dit M. Mazankowski à l'extérieur des Communes.

Jeudi, M. Jelinek avait dit que les Canadiens étaient surtaxés et que le gouvernement fédéral réexaminait actuellement toute la situation.

M. Mazankowski s'est inscrit en faux contre cette affirmation, du moins quand on compare le Canada aux six autres principaux pays industrialisés.

«Je me rends bien compte que cela est un piètre réconfort», a confessé M. Mazankowski aux Communes.

Le ministre des Finances a déclaré par la suite que la réduction du déficit fédéral de 30,5 milliards était la première priorité d'Ottawa.

«C'est la clé pour remettre l'économie sur ses pieds», a-t-il soutenu. «Nous devons rester sur cette voie.»

La réduction du fardeau de la

dette fédérale est le seul moyen de réduire les taux d'intérêt et de réduire l'inflation, a-t-il expliqué.

Le ministre a indiqué que les impôts fédéraux, provinciaux et municipaux combinés payés par les Canadiens s'élevaient à 34 p. cent du produit intérieur brut annuel.

«Seuls les États-Unis et le Japon ont des niveaux plus faibles de taxation, tandis que les prélèvements fiscaux sont plus élevés en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne et en France», a dit le ministre.

À Winnipeg, M. Jelinek avait déclaré que le niveau élevé des impôts était une des raisons pour lesquelles les Canadiens vont faire leurs achats aux États-Unis.

«Pour diverses raisons, dont l'une était le déficit, nous avons été trop loin dans le domaine de la fiscalité et nous sommes maintenant sur le point de réexaminer toute la situation», a dit M. Jelinek.

M. Mazankowski a dit pur sa part que le gouvernement n'était pas le seul percepteur d'impôts. Il s'est dit d'avis que les provinces devraient elles aussi examiner leurs taxes sur les biens de consommation et les municipalités devraient revoir leurs impôts fonciers.

Aux Communes, des députés de l'opposition ont déclaré qu'il était à peu près temps que le gouvernement reconnaisse que la taxe sur les produits et services et les autres impôts sont un fardeau trop lourd.

## Sondage CROP La Presse-TVA: le Bloc mène par 14 points

Les Québécois continuent de bouder les conservateurs puisque seulement 13 p. cent les appuient, une chute de 1% depuis avril

GILLES PAQUIN  
du bureau de La Presse  
OTTAWA

Le Bloc québécois de Lucien Bouchard poursuit son ascension dans toutes les régions du Québec distanciant maintenant les libéraux de Jean Chrétien par 14 points comparativement à 8 points en avril.

Selon un sondage CROP effectué du 23 au 26 mai dernier pour La Presse et le réseau TVA, si des élections fédérales avaient eu lieu à ce moment-là, 41 p. cent des Québécois auraient voté en faveur du Bloc pendant que 27 p. cent auraient appuyé le Parti libéral. Le NPD n'aurait obtenu que 16 p. cent et les conservateurs 13 p. cent.

Il s'agit d'une progression de 4 p. cent en un mois pour le Bloc québécois qui franchit ainsi la barre des 40 p. cent pour la première fois dans un sondage CROP. Par contre, les libéraux enregistrent un léger recul de 2 p. cent pour se retrouver au même point où ils en étaient en octobre 1990.

L'électorat du Québec continue de bouder le Parti conservateur puisque celui-ci glisse de 14 à 13 pour cent dans les intentions de vote. En outre, les trois quarts des Québécois se déclarent peu ou pas satisfaits du gouvernement de Brian Mulroney, contre seulement 2 p.

S'il y avait des élections fédérales aujourd'hui au Canada, pour quel parti, parmi les suivants, voteriez-vous?

Bloc québécois	41%
Parti libéral	27%
NPD	16%
Parti conservateur	13%
Autres partis	4%

(ces pourcentages ne tiennent pas compte des répondeurs — 24% — qui ont refusé de répondre, ou ont répondu qu'ils ne savaient pas ou qu'ils ne voteraient pas)

cent qui sont très satisfaits et 20 p. cent qui le sont assez.

L'analyse des résultats selon la provenance régionale des répondants et selon la langue d'usage révèle que le Bloc québécois bénéficie d'une confortable avance sur les libéraux dans toutes les régions du Québec sauf à Montréal.

Dans la région métropolitaine, le Bloc (34 p. cent) et le PLC (33 p. cent) arrivent nez-à-nez, alors que 60 p. cent des non-francophones, largement concentrés dans cette région, appuient les libéraux.

Dans la région de Québec, ie

Bloc devance largement le PLC par 49 p. cent à 22 p. cent; ailleurs en province, l'écart entre les deux partis est sensiblement le même: Bloc 46 p. cent, PLC 22 p. cent.

Dans l'ensemble du Québec, si on ne considère que la population dont la langue d'usage est le français, les troupes de Lucien Bouchard recueillent 48 p. cent des intentions de vote, comparativement à 21 p. cent pour celles de Jean Chrétien.

L'examen des résultats montre par ailleurs que le Parti libéral ne denance le Bloc québécois que chez les électeurs âgés de 55 ans et plus, chez les moins scolarisés, chez les répondants dont le revenu/ménage est inférieur à 20 000\$, les inactifs sur le marché du travail et les non-francophones.

On note également que le Bloc québécois réussit pour la première fois à se faire une place dans le cœur de l'électorat féminin où il devance le PLC par 43 p. cent à 31 p. cent. Chez les hommes, la marge est encore plus large alors que le Bloc obtient 39 p. cent contre 24 aux libéraux.

Les résultats de ce sondage reposent sur 1040 entrevues téléphoniques effectuées entre le 23 et le 26 mai 1991 dans l'ensemble du Québec. Ce genre d'enquête est précis à 3 points près, 19 fois sur 20.

## Clark est contre un front commun des Maritimes sur la constitution

Presse Canadienne  
SYDNEY, N.-É.

Après avoir rencontré les quatre premiers ministres des provinces de l'Atlantique, vendredi, le ministre fédéral des Affaires constitutionnelles, M. Joe Clark, a dit avoir perçu une nouvelle volonté de travailler au renouvellement de l'impasse constitutionnelle créée par l'échec du lac Meech.

«Des gens qui étaient irrités pour différentes raisons dans différentes régions commencent maintenant à réaliser que cette irritation a un prix et que ce prix pourrait être le pays lui-même, a déclaré le représentant d'Ottawa.

«Je ne crois pas qu'il y ait quelque chose de panique que ce soit, mais il existe un sens de gravité au sujet de tout cela.»

M. Clark, qui s'est adressé aux premiers ministres provinciaux, au cours de leur conférence sur la coopération économique, a déclaré par ailleurs qu'il ne favorisait pas la formation d'un front commun des provinces de l'Atlantique sur la question constitutionnelle.

Les propositions constitutionnelles d'Ottawa doivent être rendues publiques à l'automne.

## Recensement: un souci de compter tout le monde, même les sans-abri

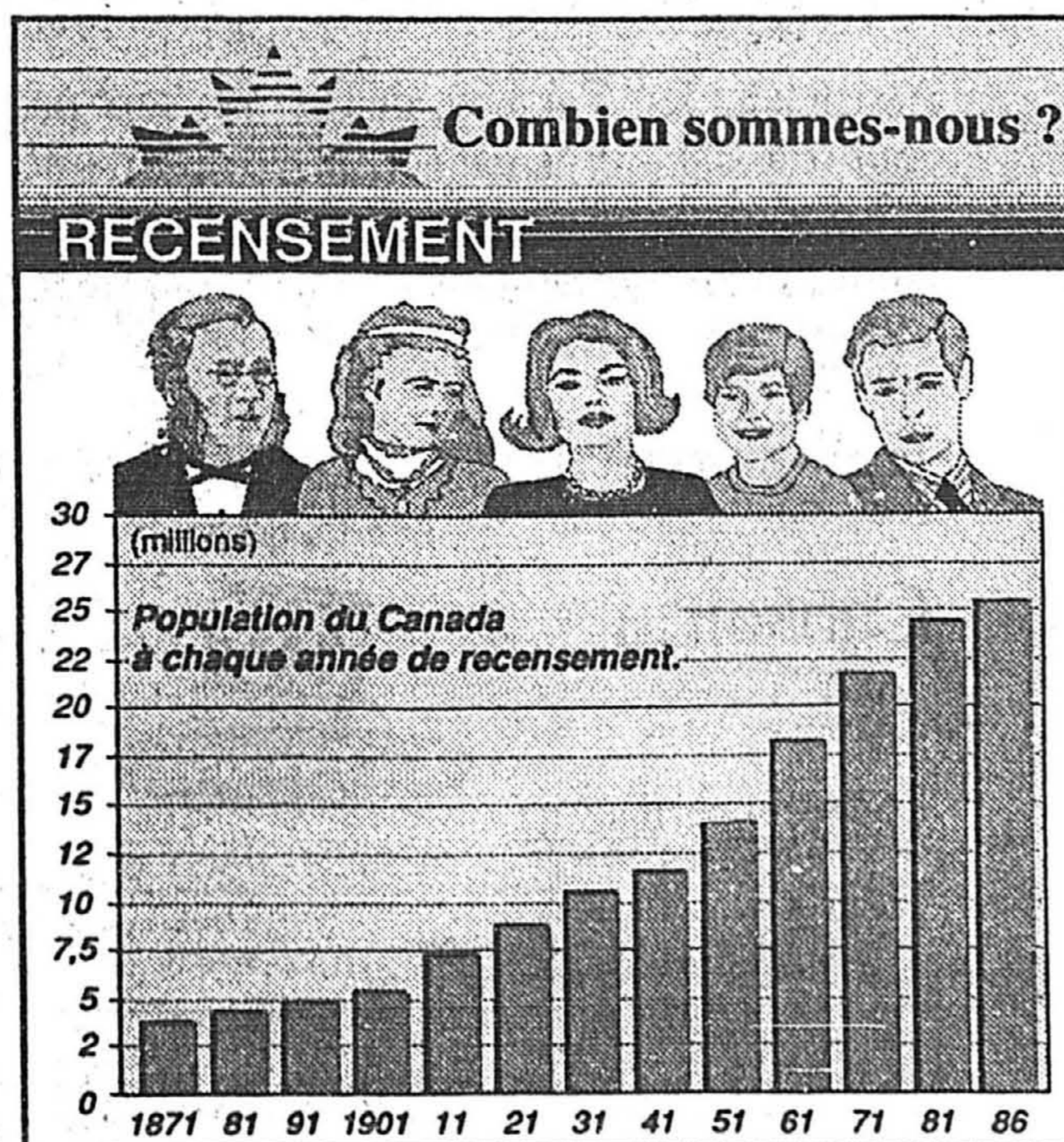
RICHARD HÉTU

Quand l'intendant Jean Talon a décidé de recenser la population de la Nouvelle-France pour la première fois, en 1666, il ne s'est pas trop compliqué la vie.

M. Talon, qui était au demeurant un excellent administrateur, voulait seulement savoir l'âge, le sexe, l'état matrimonial, le lieu de résidence, le métier et le nombre d'armes que possédaient les colons de Québec, de Ville-Marie et des autres villages de la colonie française. Pour se simplifier encore davantage la tâche, l'intendant a décidé d'exclure de son recensement les autochtones et les militaires. Il a compté un total de 3 215 habitants.

«Le but du premier recensement, c'était d'évaluer les problèmes de développement de la colonie et de savoir si les colons étaient capables de se défendre et de se nourrir», explique Yvan Deslauriers, le directeur des opérations québécoises du recensement de 1991. «Dans le fond, nos objectifs n'ont pas tellement changé.»

Mais la vie au Canada s'est complexifiée au cours des 325 dernières années. Il ne suffit plus de six questions pour faire le portrait du pays. Et il n'est plus question d'exclure quiconque. Depuis lundi dernier, une armée de 8 500 recenseurs au Québec cogne même aux portes des refuges de sans-abris et des soupes populaires pour s'assurer que tout le monde recevra un formulaire. Et dans des dizaines de centres com-



Source: Statistique Canada Andréo Lachapelle - (PC)

munitaires de Montréal, une quantité de volontaires aident les nouveaux immigrants à répondre aux questions.

800 000 oubliés  
L'objectif, bien sûr, c'est que tous les Canadiens mettent à la

poste leur formulaire dûment rempli le 4 juin, jour du recensement. L'enjeu est important. Car les renseignements fournis ne servent pas seulement à dénombrer la population, mais aussi à faire savoir aux planificateurs des municipalités et des programmes

gouvernementaux, ce dont elle a besoin, et où.

Le problème, c'est qu'il est difficile de rejoindre tous les Canadiens. En 1986, Statistique Canada estime n'avoir pas réussi à dénombrer 3,2 p. cent de la population, soit plus de 800 000 personnes. «Pour Statistique Canada, c'est une performance médiocre, dit M. Deslauriers. On vise deux p. cent ou moins.»

Pour atteindre cet objectif, Statistique Canada s'assurera, entre autres, de bien compter la population sans cesse croissante des sans-abris au Canada. Une volonté qui est bien accueillie par les gens qui travaillent aux côtés de ceux-ci.

«C'est positif», dit Josette Dal-laire, une intervenante à Dernier Recours. «Mais il ne sera pas possible de compter tout le monde. Les sans-abris ne couchent pas toujours au même refuge et ils ne vont pas aux soupes populaires à tous les jours.»

Statistique Canada emploie également une stratégie plus vigoureuse pour atteindre les jeunes de 18 à 25 ans qui vivent seuls, la tranche de la population la plus susceptible de ne pas faire partie du portrait de famille du Canada. Une campagne de publicité les vise en particulier.

Une aide aux immigrants

De façon plus marquée que par le passé, Statistique Canada veut aussi s'assurer que tous les nouveaux immigrants participent à l'exercice d'auto-dénombrement. C'est pourquoi le questionnaire du recensement a été traduit en

32 langues, traductions qui peuvent être consultées dans une centaine de centres communautaires ethniques dans la région montréalaise seulement. Ce service s'ajoute au recrutement de recenseurs issus des minorités ethniques et visibles, à un service d'aide téléphonique en 20 langues et à des rencontres avec des groupes de plusieurs communautés culturelles.

«Il y a certains groupes qui, compte tenu de la situation qu'ils ont vécue dans leur pays d'origine, voient d'un mauvais oeil quel qu'un identifié au gouvernement cogner à leur porte», explique M. Deslauriers. «On insiste auprès d'eux sur le caractère confidentiel des informations qu'ils fournissent.»

Deux types de questionnaire sont remis aux Canadiens. Le premier, que recevront quatre ménages sur cinq, pose neuf questions. L'autre, qui sera remis aux autres, en pose 53, dont la quinzième s'intéresse particulièrement à l'origine ethnique des citoyens.

Cette question a suscité une controverse parce qu'elle établit une liste de 22 origines ethniques... dont la couleur noire! À Statistique Canada, on affirme que cette catégorie a été ajoutée en 1986 à la demande de représentants de la communauté noire. Et on ajoute que des espaces libres permettent aux Noirs de préciser si leurs ancêtres ont des racines haïtiennes, jamaïcaines ou autres.

Ces explications ne satisfont cependant pas tout le monde, pour

qui la couleur d'une personne, noire, jaune, rouge ou blanche, n'est pas une origine ethnique.

«Les jeunes maintenant ne veulent pas qu'on les appelle Noirs», soutient Doudou Boicel, responsable de l'Association pour la promotion de la culture noire. «Ils préfèrent mettre l'accent sur leur héritage africain en se faisant appeler Afro-Canadiens. Le même phénomène se produit aux États-Unis.»

Pour deux questions, cependant, Statistique Canada s'est efforcé de refléter certaines réalités nouvelles au pays. Une d'elles, que l'on retrouve dans le questionnaire détaillé, demande aux propriétaires si leur logement fait partie d'un condominium enregistré et quels sont les frais mensuels de ce condominium. L'autre question, à laquelle tout le monde doit répondre, demande si vous vivez actuellement avec un partenaire en union libre.

En vertu de la Loi sur la statistique, tous les résidents au Canada doivent participer au recensement. Les délinquants sont passibles d'une amende de 500 \$ et/ou de trois mois en prison. En 1986, des milliers d'autochtones avaient cependant boudé le recensement sans coup férir.

La même Loi sur la statistique interdit aux employés de Statistique Canada de rompre avec leur serment de garder les informations du recensement confidentielles. Les contrevenants sont passibles d'une amende de 1 000 \$ et/ou de six mois.

Le recensement coûte près d'un quart de milliard.

# LE «GRAND SOLDE»

DÉBUTANT LE MARDI 4 JUIN À 9 H  
(FERMÉ LUNDI)

# 1 1/3 À 1 1/2

RABAIS DE

- ROBES DE SOIRÉE ET ROBES TOUT ALLER • ROBES SOLEIL
- IMPERMÉABLES IMPORTÉS • COSTUMES • PANTALONS • JUPES
- CHANDAILS • CHEMISIERS • CHANDAILS T • BLAZERS

# Elizabeth Hager

MAIL CAVENDISH  
(CÔTE-ST-LUC)

LES 2 MAGASINS OUVERTS JEUDI ET  
VENDREDI JUSQU'À 9 H

5256, CH. QUEEN MARY  
COIN DÉCARIE — MÉTRO SNOWDON

## Vallerand refuse toujours d'élaborer dans le dossier des casinos

**NORMAN DELISLE**  
de la Presse Canadienne  
QUÉBEC

■ Un débat de deux heures en commission parlementaire n'aura pas permis, hier à l'Assemblée nationale, d'en connaître plus dans le dossier de l'implantation de casinos au Québec.

En dépit d'un barrage de questions formulées par la députée péquiste de Verchères Luce Dupuis, le ministre du Tourisme André Vallerand n'a pu fournir aucune des précisions requises.

Mme Dupuis a notamment demandé copie des études d'impact faites en matière d'augmentation de la criminalité ou des problèmes d'ordre moral reliés à la présence d'un casino au Québec, si de telles études ont été faites?

Elle a demandé des chiffres précis sur les retombées d'un tel équipement? Combien l'État en retirerait-il annuellement? L'argent proviendrait-il de Québécois ou de touristes étrangers? Quelles seraient les conséquences pour les industries de jeu existantes comme les pistes de course, les foires agricoles ou Loto-Québec?

La députée de Verchères a également demandé où serait réalisé le projet du gouvernement. Dans Chalevoix comme le réclament le député local Daniel Bradet et les industriels touristiques de cette région dont l'hôtelier Raymond Malenfant? Dans la région de Montréal comme le veulent les autorités de la RIO? A Mirabel pour rejoindre les étrangers utilisant l'aéroport international ou ailleurs au Québec?

Quels seront les critères qui

présideront à la prise de décision? Y aura-t-il une commission parlementaire pour débattre de cette question qui implique «des choix de société»? a demandé encore Mme Dupuis.

Le ministre Vallerand, qui tente de vendre au conseil des ministres l'idée d'implanter des casinos, n'a apporté aucune des précisions requises par la députée de l'Opposition.

Ce dernier a soutenu que l'idée des casinos est «largement partagée par la population». Il espère en faire adopter le principe par le conseil des ministres avant la fin de juin.

Même les évêques du Québec, qui ne sont pas en faveur de l'implantation des casinos, n'y feront pas une obstruction systématique, a soutenu le ministre.

### Automobile

Lundi,

dans le cahier

automobile,

La Presse

vous propose

Acura Vigor:

une mécanique

originale et une

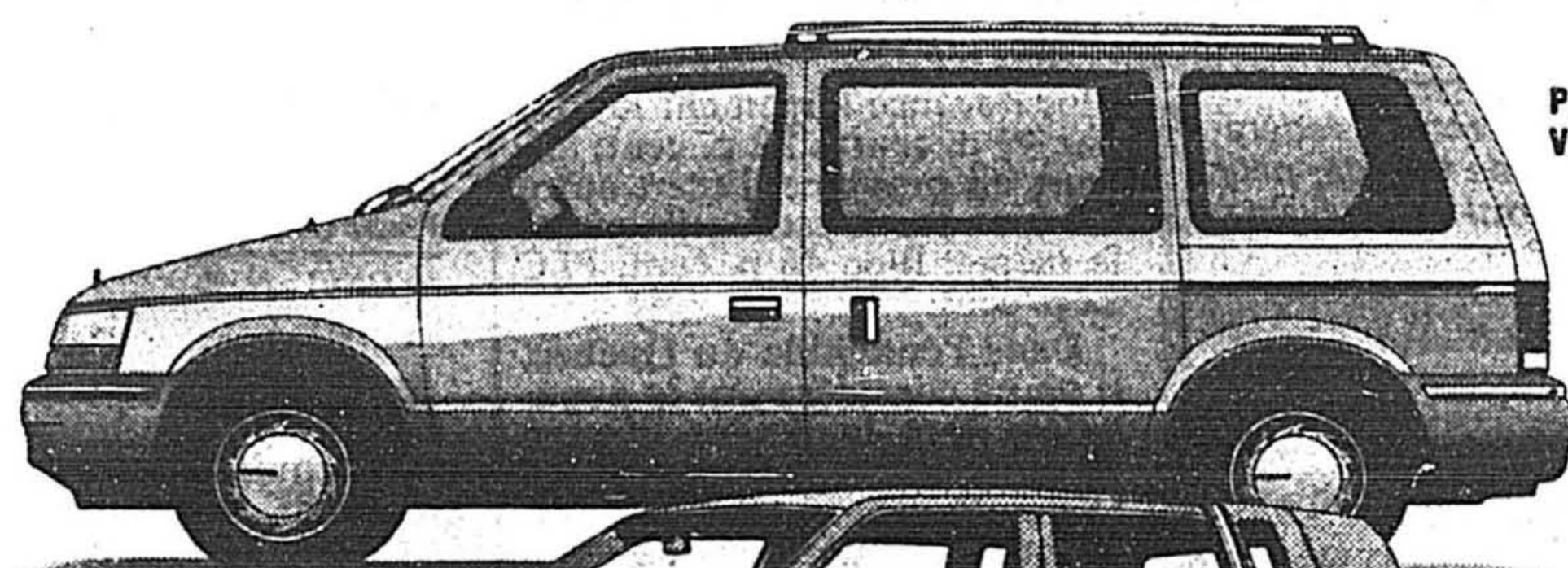
silhouette connue



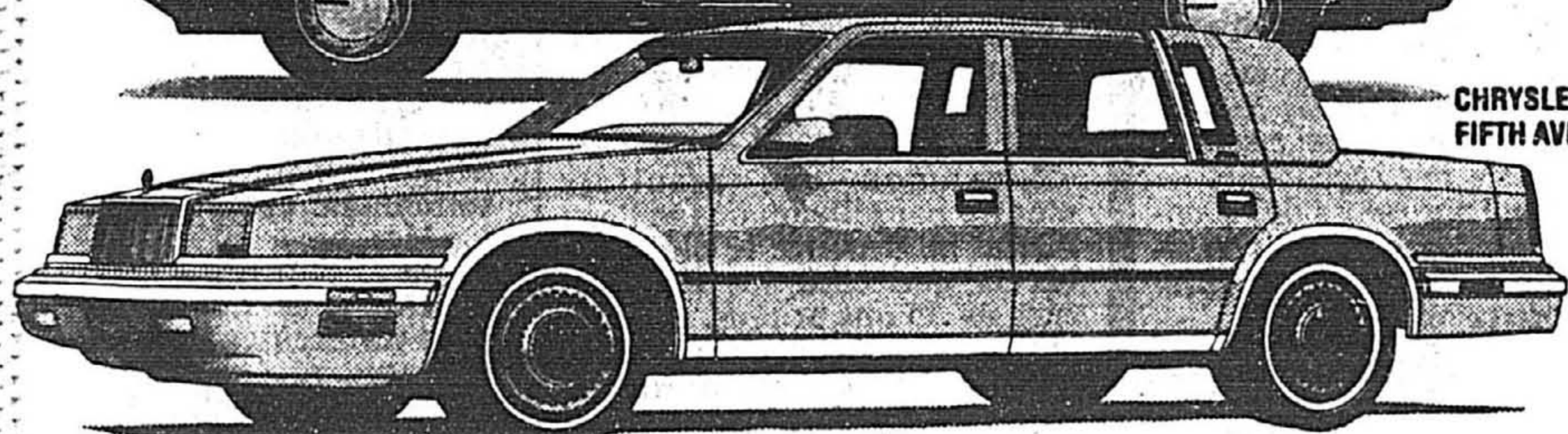
Un article signé Denis Duquet

La Presse

## VOUS AVEZ LE CHOIX :



PLYMOUTH VOYAGER



CHRYSLER FIFTH AVENUE

# 49,95 \$ PAR JOUR

Il n'est pas nécessaire de réserver à l'avance.

Profitez du luxe que vous procure une Fifth Avenue de Chrysler, munie d'un ballon gonflable de sécurité, ou encore, prenez vos aises dans une spacieuse mini-van. Le tout pour seulement 49,95 \$ par jour par véhicule dès maintenant aux bureaux participants de Thrifty Location d'Autos.



Cartes de crédit Canadian Tire et autres cartes de crédit importantes acceptées.

Les membres du programme pour grands voyageurs Canadian Plus reçoivent 500 points à chaque location.

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec l'un des bureaux Thrifty énumérés ci-dessous.

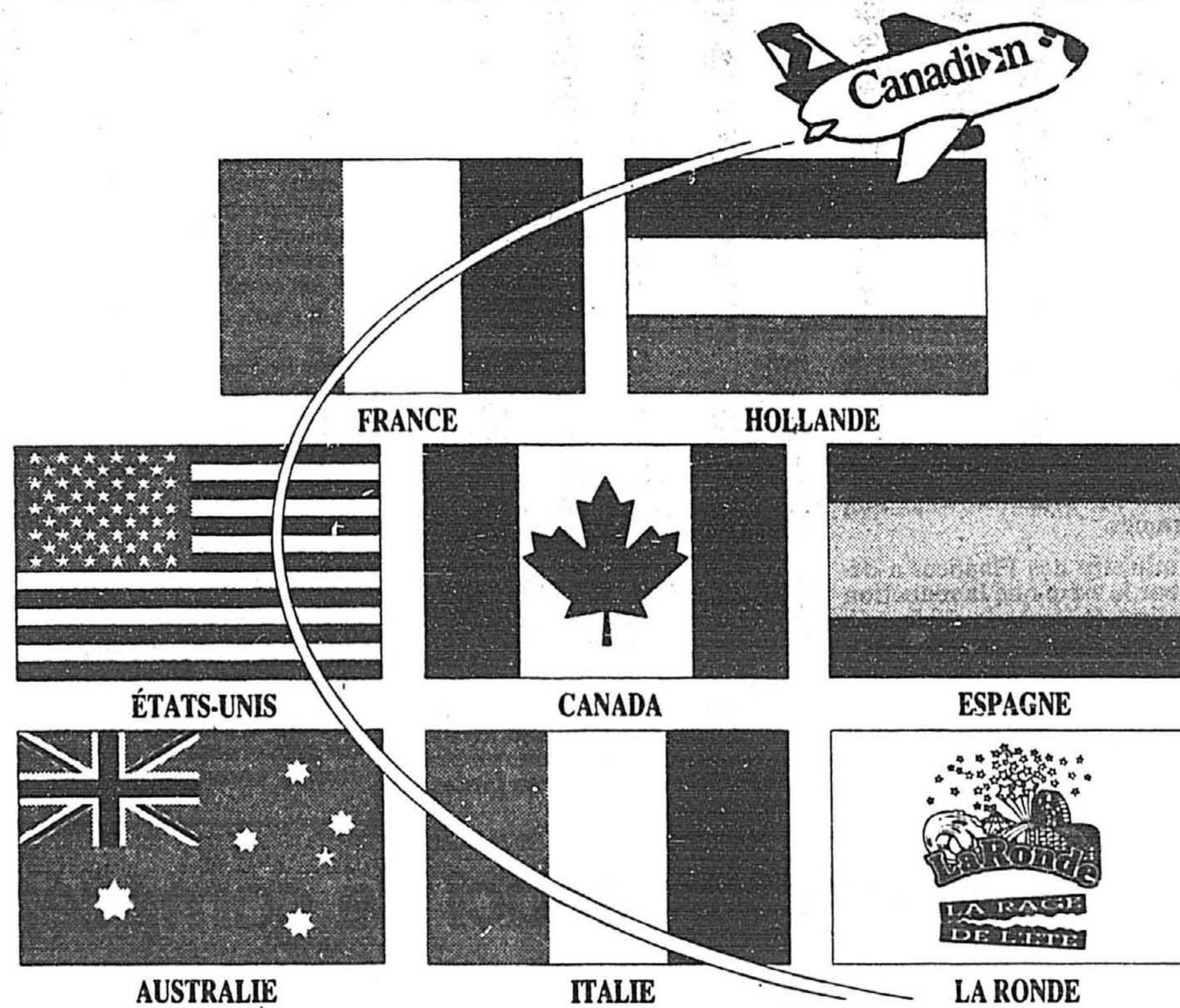
Pour réserver à l'échelle mondiale, appelez Thrifty au 1-800-367-2277 ou adressez-vous à votre agent de voyages.

Des franchises Thrifty sont disponibles. Si vous désirez obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec Vallier Auclair au (514) 463-1201.

### OFFRE MAINTENANT EN VIGUEUR À CES BUREAUX THRIFTY :

<b>MONTRÉAL</b> 7229, rue Lajeunesse 271-6062	<b>AHUNTSIC</b> 381-9958	<b>RIVIÈRE-DES-PRAIRIES</b> 881-1490	<b>ST-LÉONARD</b> 725-5555
5100, rue Sherbrooke Est 252-4230	<b>BOUCHERVILLE</b> 449-1993	<b>ST-CONSTANT</b> 635-4455	<b>VARENNES</b> 652-3901
1600, rue Berri 845-5954	<b>BROSSARD</b> 444-9888	<b>ST-EUSTACHE</b> 491-5555	<b>VERDUN</b> 766-1157
Aéroport de Dorval 631-5567	<b>CHAMBLY</b> 658-9888	<b>ST-HUBERT</b> 443-9888	<b>VILLE D'ANJOU</b> 355-8791
Aéroport de Mirabel 476-0496	<b>DORION</b> 455-6147	<b>ST-JEAN-SUR-RICHELIEU</b> 358-9888	<b>VILLE LEMOYNE</b> 466-9888
6336, St-Jacques Ouest 484-4842	<b>MONTRÉAL-NORD</b> 327-6422	<b>ST-JÉRÔME</b> 431-3222	<b>VILLE ST-LAURENT</b> 331-6014
5000, Jean-Talon Ouest 738-6608	<b>MONT-ROYAL</b> 278-3134	Thrifty offre les produits de qualité de la société Chrysler Canada, ainsi que d'autres excellentes voitures. ©1991 Thrifty Canada, Ltée. Tous droits réservés.	

## PARTICIPEZ AU CONCOURS ENVOLEZ-VOUS AU PAYS DES FEUX!



Assistez au feu d'artifice de l'un des sept pays en compétition et courez la chance de gagner un voyage d'une semaine pour deux personnes dans l'un des pays des feux desservi par les Lignes aériennes Canadien International. Valeur approximative totale : 28 762 \$

TRANSPORT ALLER ET RETOUR pour deux personnes

SEPT NUITS D'HÉBERGEMENT pour deux personnes

Canadien Lignes aériennes Canadien International

CITÉ 107.3 FM

americanada

La Presse

### Comment participer :

• Remplissez un bulletin de participation et déposez-le dans l'une des boîtes de tirage prévues à cet effet à l'une des deux entrées principales de La Ronde les soirs de feu.

• Le tirage de chacun des voyages sera effectué à 9 h 15, sur les ondes de CITÉ 107.3, le lendemain de chaque feu.

• La personne gagnante, dont le nom aura été mentionné sur les ondes de CITÉ 107.3, aura un délai d'une heure pour téléphoner à la station et réclamer son prix.

### CONCOURS ENVOLEZ-VOUS AU PAYS DES FEUX!

Nom \_\_\_\_\_ Âge \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_ App. \_\_\_\_\_  
 Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
 Tél. (résidence) \_\_\_\_\_ (travail) \_\_\_\_\_

Remplissez votre bulletin de participation et déposez-le dans l'une des boîtes de tirage situées aux entrées principales de La Ronde!



Ce bulletin de participation sera publié les mardis, mercredis, vendredis et samedis jusqu'au 19 juin 1991. Le règlement complet du concours ainsi que tous les détails concernant les destinations offertes par les Lignes aériennes Canadien International dans le cadre de ce concours sont disponibles au journal La Presse et à la station de radio CITÉ 107.3.

# Thrifty Location d'Autos

Ce bas prix est en vigueur à tous les bureaux Thrifty participants. Le choix de véhicule dépend de la disponibilité. La location comprend 100 kilomètres par jour. Chaque kilomètre supplémentaire coûte 20¢. Ce prix ne comprend pas l'essence, les taxes d'assurance, collision ou les frais d'abandon. Ce prix peut changer sans préavis.

# PLUS ATTRAYANT

Augmentation de 21% des auditeurs.\* • Maintenant la station no 3 chez les 25-49 à Montréal\*\*.

# PLUS SOUVENT

Augmentation de 32% des heures d'écoute sur l'ensemble du réseau ROCK-DÉTENTE au Québec, dont 51% à Montréal\*.

# PLUS LONGTEMPS

Le phénomène ROCK-DÉTENTE prend de plus en plus d'ampleur partout au Québec et surtout à Montréal. Son style séduit. Ses chiffres le prouvent. Plus on l'écoute, plus on l'écoute longtemps.



Source: BBM - Printemps '91

\* Rayonnement total - 12 ans+

\*\*Région centrale - heures d'écoute

**LA STATION  
ROCK DÉTENTE**

## La facture des services de la GRC aux provinces ne sera pas augmentée

MARIE-CLAUDE LORTIE  
du bureau de La Presse  
OTTAWA

Le Solliciteur général accorde un sursis d'un an et donc un soulagement d'environ 80 millions de dollars aux huit provinces et aux deux territoires qui achètent d'Ottawa les services policiers de la Gendarmerie Royale et dont le contrat devait arriver à échéance cette année.

Le gouvernement fédéral entendait profiter de la fin de l'entente actuelle pour augmenter de 5 p. cent la facture qu'il envoie à toutes les provinces — sauf le Québec et l'Ontario — et aux deux territoires, qui sont patrouillés par la GRC parce qu'ils n'ont pas leur propre corps policier.

Mais le Solliciteur général Doug Lewis a annoncé hier que puisque les négociations n'avançaient pas avec ses dix interlocuteurs, au sujet de cette augmentation et d'une nouvelle formule de

partage des coûts, il acceptait de prolonger d'un an l'entente actuelle.

« Cette prolongation des contrats nous permettra de travailler dans un nouveau climat et de discuter des questions de manière plus positive », a expliqué le ministre hier dans un communiqué. Selon les termes du contrat actuel, signé il y a dix ans, les provinces et territoires paient 70 p. cent des 761 millions de dollars que coûtent les services de la GRC. Ottawa voudrait voir les provinces payer 75 p. cent.

Ainsi, le gouvernement fédéral a payé cette année environ 252 millions, tandis que les provinces et les territoires ont assumé les autres 510 millions.

Mais selon les provinces, la nouvelle offre d'Ottawa entraînerait une augmentation totale des coûts de 79 millions, plutôt que seulement 25 millions, parce que les frais de plusieurs autres changements administratifs doivent être ajoutés. Chiffre qu'Ottawa ne nie pas.

Le ministre Lewis a demandé au porte-parole de ses interlocuteurs, Ivan Messner, Solliciteur général de la Colombie-britannique, d'organiser une rencontre avant la fin de juin avec tous les autres Solliciteurs provinciaux concernés, pour voir à la reprise des négociations, qui devront se terminer avant la fin de l'année fiscale.

Environ 10 000 agents de la GRC tiennent le rôle de policiers provinciaux partout au Canada sauf au Québec et en Ontario. Ils font aussi office de police municipale dans 191 villes canadiennes.

Selon Statistique Canada, chaque résident de l'Ontario et du Québec paie environ 246 \$ par année pour les services policiers provinciaux. En revanche, chaque résident du Nouveau-Brunswick paie environ 80 \$ et en Colombie-Britannique, 136 \$. Ottawa juge que la formule actuelle doit donc être révisée, pour en arriver à une proportion plus juste.

## Affaire al-Mashat: Paul Tellier est accusé d'avoir menti aux Communes

Presse Canadienne  
OTTAWA

Dans le dernier épisode de l'affaire al-Mashat, l'opposition aux Communes a réclamé vendredi que le premier ministre Brian Mulroney témoigne à l'enquête parlementaire pour expliquer ce qu'il savait, et à quel moment il l'a su, à propos de l'admission accélérée au pays de Mohamed al-Mashat.

Toujours hier, le critique néo-démocrate des affaires extérieures, M. Svend Robinson, a accusé le greffier du Conseil privé Paul Tellier d'avoir conseillé aux ministres de mentir aux Communes au sujet de l'immigration au Canada, le 30 mars, de l'ex-ambassadeur de l'Irak aux États-Unis.

Ces deux derniers rebondissements ont succédé à une autre période de questions explosives, au cours de laquelle les députés de l'opposition ont réclamé des éclaircissements pour le compte rendu révisé d'Ottawa sur la façon dont M. Mashat est entré au Canada sans qu'aucun ministre ne le sache.

Dans un rapport déposé jeudi avant l'ouverture de l'enquête parlementaire, le gouvernement a révélé qu'une note interne a été adressée à au moins huit attachés politiques, dont des adjoints de M. Mulroney, de M. Mazankowski et même le député Pat Boyer, alors secrétaire parlementaire de l'ex-ministre des Affaires extérieures Joe Clark.

M. Mulroney a dit aux Communes qu'il n'a rien su à propos de M. Mashat avant le 30 avril, quand il a reçu une note de M. Tellier.

La ministre des Affaires extérieures Barbara McDougall, qui était ministre de l'Immigration jusqu'au remaniement du 21 avril, a affirmé n'avoir pas été informée du cas avant le 12 avril.

Le nouveau rapport a incité la critique des libéraux pour les affaires extérieures Lloyd Axworthy, et son homologue néo-démocrate Robinson, à ajouter les noms de MM. Mulroney et du vice-premier ministre Don Mazankowski à la liste de ceux qu'ils veulent interroger.

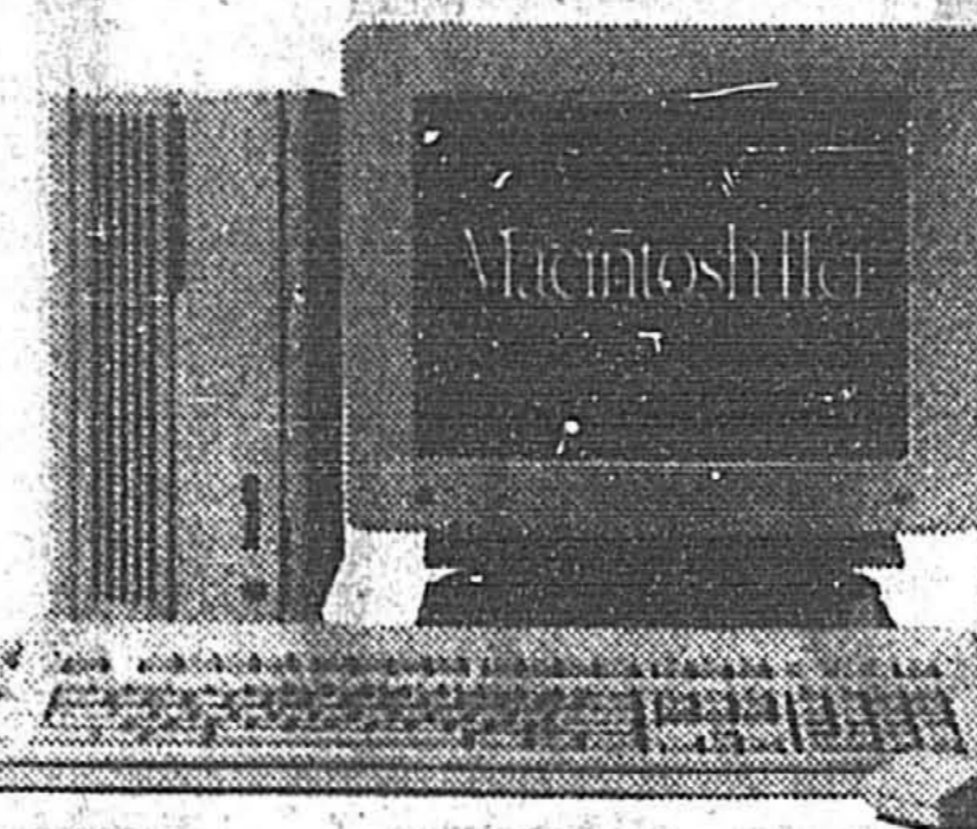
Aucun des deux partis d'opposition ne croit maintenant que des notes au sujet de M. Mashat ont pu circuler parmi autant de membres du personnel politique sans qu'aucun des principaux ministres n'en sache rien.

M. Axworthy souhaite également obtenir de M. Mulroney des éclaircissements sur le rôle de M. Tellier, et savoir comment le plus

haut fonctionnaire du pays a pu s'opposer à l'immigration accélérée de M. Mashat le 11 mars, comme Ottawa l'a initialement révélé le 14 mai, sans que cela n'empêche les Affaires extérieures de poursuivre la procédure conduisant à l'octroi d'un visa au diplomate.

L'enquête parlementaire reprend lundi.

## GIGANTESQUE LIQUIDATION DE MATÉRIEL INFORMATIQUE



hp HEWLETT  
PACKARD  
Dépositaire agréé

Profitez d'aubaines incroyables sur Macintosh IIci de MicroContact. Macintosh offre des appareils puissants qui sont simples à utiliser. Découvrez pourquoi un plus grand nombre de gens préfèrent Macintosh.

### DES TONNES DE MATÉRIEL INFORMATIQUE OFFERT À PRIX SPÉCIAL:

Moniteurs Zenith • Imprimantes Hewlett Packard • Ordinateurs Compaq • Ordinateurs AST • Ordinateurs IBM • Imprimantes IBM • Moniteurs NEC • Beaucoup d'autres encore.

VASTE SÉLECTION DE LOGICIELS À PRIX DE RABAIS EXCEPTIONNELS!

UN SEUL ENDROIT: 555, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST

Judi 14 h à 21 h

Vendredi midi à 21 h

Samedi 10 h à 17 h

LIQUIDATION DE MATÉRIEL NEUF, USAGÉ, DE DÉMONSTRATION À PRIX INCROYABLEMENT RÉDUITS

ENTRE  
CENTRE D'INFORMATIQUE

# GRATIS

## GLAD

### sacs à ordures

Voici l'occasion de mettre à profit vos bons Petro-Canada. Rappelez-vous que chaque livret contient:

- 8 bons donnant droit chacun à un paquet de 4 sacs à ordures Glad, soit à un total de 32 sacs de qualité.
- Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 8 \$.\*

\*D'après le prix de détail conseillé de 2,69 \$ pour 10 sacs à ordures.

Si vous n'avez pas reçu votre livret de bons, téléphonez-nous sans frais au 1 800 668-0222 (communications en français) ou au 1 800 668-0220 (communications en anglais).

\*4 sacs à ordures avec un bon et à l'achat d'au moins 25 litres de n'importe quelle essence sans plomb Maximum.



\* Marque de commerce de Petro-Canada — Trademark  
\*GLAD\* est une marque de commerce utilisée en vertu d'une licence par FIRST BRANDS INDUSTRIES CORPORATION.

### En bref

#### QUI À LA RÉDUCTION DES FORCES DE L'OTAN

Le chef d'état-major de la défense du Canada, le général John de Chastelain, a déclaré vendredi que le Canada appuyait totalement le projet de réduction des forces de l'OTAN et qu'il continuera vraisemblablement de diminuer sa présence militaire en Europe. Dans une conférence de presse donnée sur une base militaire polonaise, de Chastelain a souhaité que d'ici la fin de l'année, le Canada jouera un rôle militaire conventionnel au sein de la nouvelle OTAN. M. de Chastelain a effectué un premier voyage officiel de trois jours en Pologne qui visait à amorcer, après la Guerre froide, la coopération entre les deux pays.

#### MISE EN GARDE CONTRE LE REFORM PARTY

Les syndiqués d'Alberta devaient se méfier du Reform Party. C'est le sens d'une résolution adoptée jeudi par les délégués au congrès annuel de la Fédération du travail d'Alberta, qui presse la fédération de faire de l'éducation sur la véritable nature du Reform Party, un parti fédéral « d'extrême-droite, malveillant, capitaliste, plus à droite que les conservateurs », a soutenu M. Bill Peterson, secrétaire exécutif du Conseil du travail de Calgary, devant les délégués. Plusieurs syndicalistes seraient tentés de voter pour lui, selon M. Paterson. Et des sondages indiquent que le parti, qui se présente comme le défenseur des intérêts des Canadiens de l'Ouest du pays, gagne rapidement des appuis au sein de l'électorat canadien.

# Mulroney: de mauvais souvenirs de voyage en Extrême-Orient

GERRY ARNOLD  
de la Presse Canadienne  
OTTAWA

Par moments, la tournée officielle du premier ministre Brian Mulroney en Extrême-Orient a dû paraître interminable. Elle a quand même pris fin vendredi, après un dîner du premier ministre et de son épouse Milla avec l'empereur Akihito et l'impératrice du Japon, au somptueux Palais impérial.

Cette visite à Hong Kong et au Japon était d'abord une mission commerciale, saupoudrée d'une bonne mesure de dialogue international. Mais c'est la politique canadienne qui a fait dérailler l'entreprise, et rendu le premier ministre maussade pendant la dernière moitié de son périple.

M. Mulroney s'est attaché à promouvoir l'intensification du commerce avec l'Asie, tout en traitant de questions comme la sécurité internationale, la place qui devrait être celle du Japon au sein des Nations unies et l'avenir

de Hong Kong après son retour sous l'autorité chinoise, en 1997.

Mais on risque de se rappeler davantage de controverses qui ont eu des échos de part et d'autre de l'océan Pacifique — et d'une plaisanterie de mauvais goût.

M. Mulroney a eu droit à un accueil chaleureux, ce qui ne lui arrive pas si souvent ces jours-ci, de la part de réfugiés de la mer vietnamiens, qui s'apprentent à quitter leur camp de réfugiés de Hong Kong pour le Canada, la semaine prochaine.

### Plaisanterie

Il en était tellement ému qu'il a fait remarquer que si le Canada pouvait accepter quelque millions de réfugiés de plus, il pourrait peut-être remporter les prochaines élections.

Il s'est par la suite défendu en disant qu'il avait seulement voulu badiner avec un des responsables du camp de réfugiés, et qu'il ne fallait y voir qu'une innocente plaisanterie. Mais la semaine paraît du mauvais pied.

À Hong Kong, il a déclaré qu'on lui posait plus de questions sur le déficit ontarien que sur l'unité nationale. Au Japon, plus tard, il a répété que les finances publiques étaient la principale préoccupation des investisseurs japonais.

Une des personnalités les plus en vue du milieu des affaires japonaises l'a contredit sur ce point. La situation n'était déjà pas tellement reluisante, mais c'était sans compter la réaction du premier ministre ontarien Bob Rae, qui l'a accusé de dénigrer délibérément l'Ontario auprès d'investisseurs potentiels.

M. Mulroney a attribué toute la responsabilité de la polémique aux journalistes, qu'il a accusés d'avoir discrédité leur profession.

Mais il y a quand même eu de bons moments — l'ouverture de la nouvelle ambassade du Canada à Tokyo, les excuses du premier ministre Kaifu pour les mauvais traitements infligés par les Japonais aux prisonniers de guerre canadiens pendant la Deuxième Guerre mondiale.

# Le 4 juin, soyez du nombre!



## Bénéficiez du recensement du Canada

Le 4 juin, remplissez et postez votre questionnaire du recensement. Vous aiderez ainsi votre communauté à obtenir sa juste part de fonds consacrés aux écoles, aux hôpitaux, aux services sociaux essentiels, au logement, à la voirie, au transport en commun, aux parcs, aux services de garde et aux services de police.

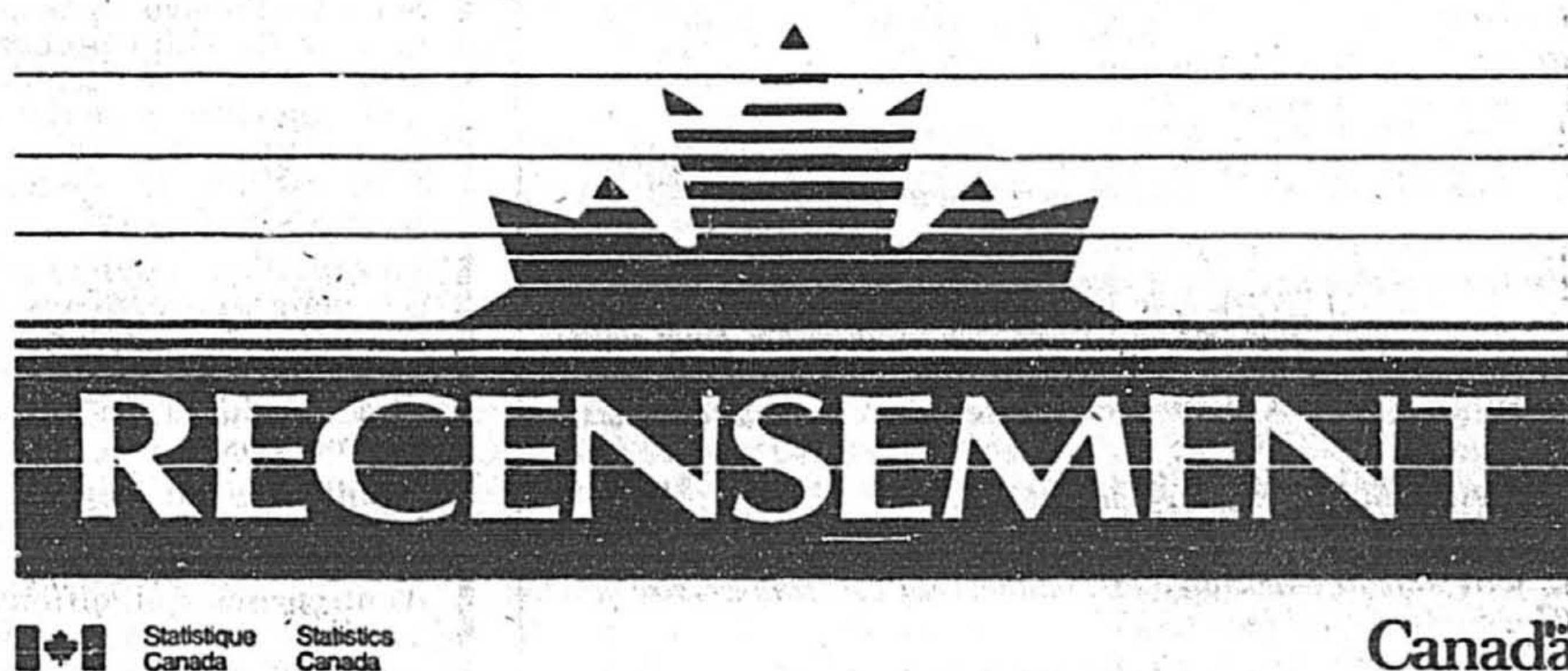
Toute information inscrite sur votre questionnaire de recensement est protégée par la loi et demeure confidentielle.

Le recensement n'a lieu qu'une fois tous les cinq ans. Voilà pourquoi il importe tant que vous soyez du nombre maintenant. Pour en faire partie, remplissez et postez votre questionnaire le 4 juin. Avec vous, le recensement prend tout son sens.

Si le 1<sup>er</sup> juin vous n'avez pas reçu votre questionnaire de recensement ou pour toute autre question, composez, sans frais, le

# 1 800 267-1991

entre 9 h et 21 h, du jeudi 30 mai au vendredi 7 juin (sauf le dimanche).



Statistique Canada / Statistics Canada

Canada

# DOMUS

Decor

## GRANDE PROMOTION

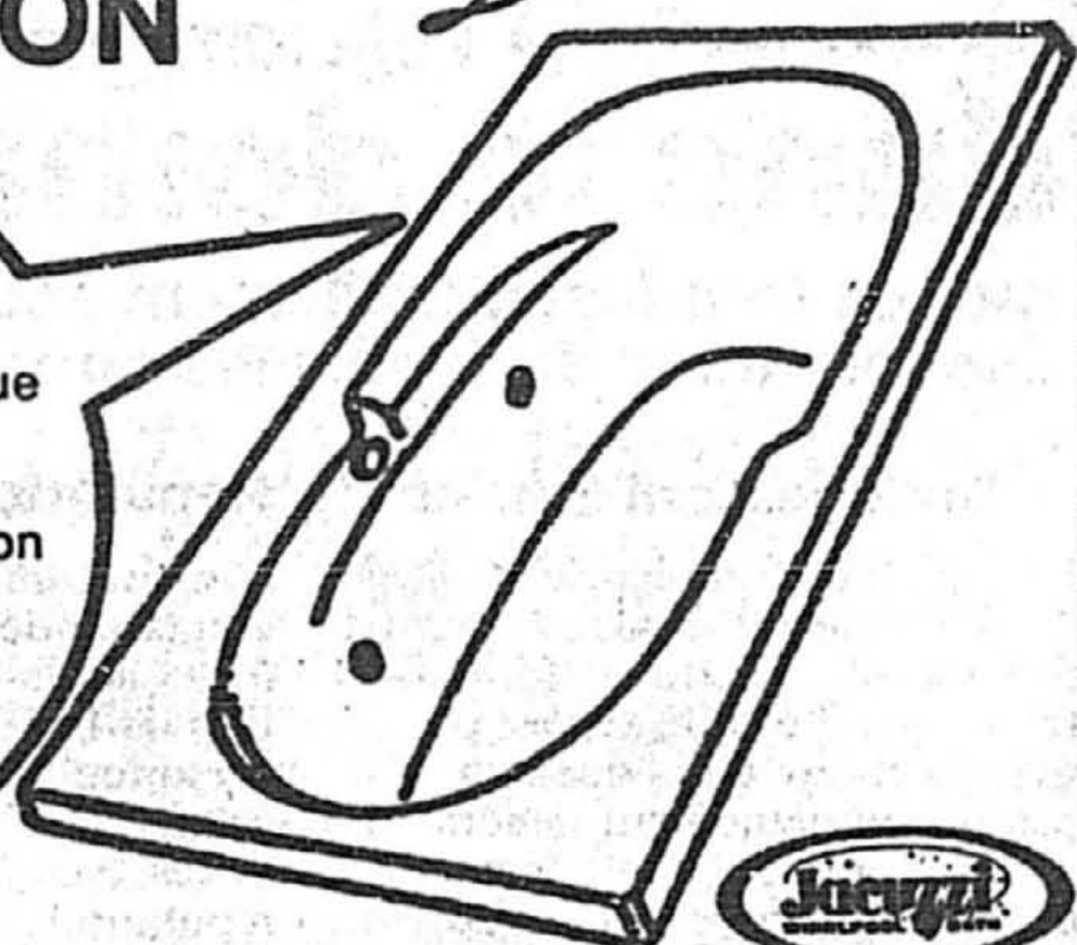
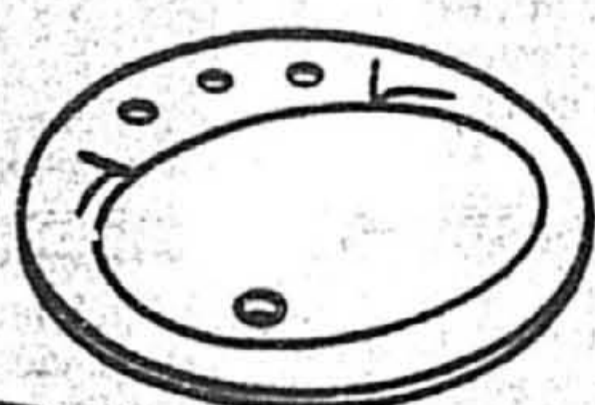
KOHLER.

### L'ACHAT DE L'ANNÉE

- Bain tourbillon de marque Jacuzzi 60" x 32", 4 jets
- Toilette Kohler «Wellworth»
- Lavabo Kohler «Pennington 20" x 17"»

Disponible en blanc

En promotion maintenant pour seulement **995\$**

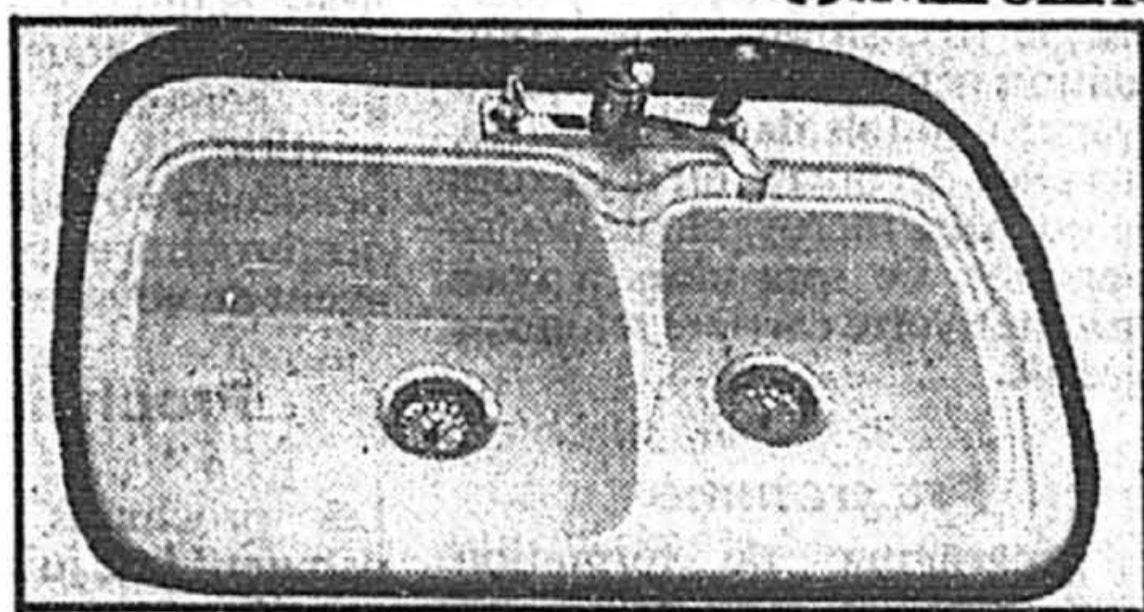


### EVIER DE CUISINE MIROLIN

MH 100C OU MH 200C incluant l'évier à deux puits, l'évier égoïste et crépine, l'évier avec grande averse, l'évier intégré. Offert en différents modèles et couleurs.

En promotion maintenant pour seulement **499\$**

Mirolin.



VISITEZ NOTRE TOUTE NOUVELLE BOUTIQUE D'ACCESSOIRES POUR LA SALLE DE BAINS

- Rideaux de douche
- Serviette exclusive
- Huile de bains, etc.

EN PROMOTION MAINTENANT

683-5270

Page 469



4850, boul. des Sources  
Dollard-des-Ormeaux

# ÇA VA ROULER FORT DANS LES RUES DE MONTRÉAL



7-8-9  
JUIN  
1991

TROIS JOURS DE SUSPENSE SUR DEUX ROUES!  
**LA CLASSIQUE CYCLISTE CANADIAN TIRE**

En personne, en direct et à toute vitesse, ces coureurs et coureuses d'Europe et d'Amérique n'ont qu'une seule idée en tête: gagner le maillot rouge!

*Attendez-vous à tout!*

LE CRITÉRIUM CCM SAINT-DENIS  
*Du punch dans votre heure de lunch!*  
Vendredi 7 juin, 10h30 (femmes) et 12h00 (hommes)  
Départ et arrivée: rue Saint-Denis, à l'angle de la rue Emery

LA ROUTE DU MONT-ROYAL  
*Ca va grimper au maximum!*  
Samedi 8 juin, 9h30 (femmes) et 12h15 (hommes)  
Départ et arrivée: CEPsum de l'Université de Montréal

LE CIRCUIT TERZO DE L'AVENUE DU PARC  
*Ca va sprinter fort pour la grande finale!*  
Dimanche 9 juin, 12h00 (femmes) et 14h00 (hommes)  
Départ et arrivée: Parc Jeanne-Mance, avenue du Parc  
Cette étape coïncide avec l'arrivée des cyclistes du Tour de l'île.



# L'Ontario réclame aussi des programmes de développement régional

Presse Canadienne  
TORONTO

Avec la création d'un ministère fédéral du Développement régional au Québec, l'Ontario a été omise des projets économiques d'Ottawa, a déclaré jeudi le premier ministre ontarien, Bob Rae.

«Je ne crois pas que le gouvernement fédéral puisse se complaire dans de tels jeux, accorder certaines faveurs à certains et pas à d'autres», a dit M. Rae, qui a livré cette semaine une guerre de mots avec le premier ministre Brian Mulroney, après que ce dernier, se trouvant au Japon, eut critiqué la politique économique de l'Ontario.

Ottawa se propose en effet de mettre en place un ministère du Développement régional au Québec, mais les députés de l'opposition ont souligné mercredi qu'après ce geste, l'Ontario demeurerait la seule région du Canada sans une agence de gouvernement fédéral pour voir à ses intérêts économiques.

«Nous constituons une région tout autant que les autres régions du pays... et aucun niveau de gouvernement ne peut nous ignorer, a ajouté M. Rae.

L'Ontario a été durement touchée par la récession et elle a perdu des centaines d'emplois tous les jours, avec la fermeture de compagnies incapables de survi-

vre au ralentissement économique.

M. Rae a blâmé les taux d'intérêt imposés par le gouvernement fédéral ainsi que la surévaluation de notre dollar pour les malheurs de la province. Ottawa, a-t-il

noté, devrait faire un plus grand effort pour aider l'Ontario à retrouver une croissance économique appréciable.

M. Rae a aussi déclaré que la décision d'Ottawa de créer cette agence au Québec n'aidera pas M.

Mulroney, au moment où il tente de maintenir le pays uni en pleine crise constitutionnelle.

«Je me demande pourquoi ce ne serait pas le temps approprié pour reconstruire la nation», a-t-il dit.

«Si vous songez à faire quelque chose en ce qui regarde la situation économique du Québec, il est inconcevable qu'en même temps le gouvernement fédéral ne porte pas son attention sur l'Ontario».

## MAISONS D'ENSEIGNEMENT

### L'éducation des adultes

#### ANGLAIS INTENSIF 2 au 12 juillet 1991\*

Apprenez ou perfectionnez votre anglais dans une atmosphère détendue et en conversant en petits groupes.

- Cours de 45 heures axé sur la communication orale.
- Du lundi au vendredi: de 8h30 à 12h30\*
- Niveaux débutant, intermédiaire et avancé.
- Moyenne de 15 participants par groupe.
- Coût: 110\$ (incluant l'inscription et les tests).

Inscriptions et tests de classement:

Local 5-107 du Pavillon Ignace-Bourget

Jour: 3 juin: de 10h à 11h45

Soir: 4 et 5 juin: de 19h à 20h30

Pour plus d'information, téléphoner au  
**332-3000, poste 313**

**Collège de Bois-de-Boulogne** 10555, avenue de Bois-de-Boulogne  
Montréal, Québec H4N 1L4

**Garderie et Jardin d'Enfants Montessori**  
Les Écoles **Montessori Inc.**

Chers parents,  
ou  
Madame, Monsieur,

Vous êtes cordialement invité à venir assister à notre foire de l'éducation qui aura lieu le 6 juin à l'aréna de Ville Mont-Royal au 1050, Dunkirk, Mont-Royal.

Cette foire est dédiée aux enfants des Écoles Montessori à l'occasion du 25<sup>e</sup> Anniversaire de la fondation de notre institution.

Il y aura des activités pour tous les enfants et des renseignements utiles à tous les parents.

Venez nombreux, amenez vos amis et vos voisins. Faites de cette journée, une journée d'apprentissage tout en s'amusant.

Nous serons à l'aréna à partir de 10 heures jusqu'à 20 heures. Différents kiosques seront à votre disposition:

Exemple, une classe Montessori en action, occasion pour votre enfant de faire valoir ses talents d'artistes à notre kiosque «peignons en musique», le coin du conte, le théâtre des marionnettes, etc...

Représentations aux demi-heures.

Nous encourageons tous les parents qui ont des enfants d'assister à notre foire de l'éducation en l'honneur du 25<sup>e</sup> Anniversaire des Écoles Montessori Inc.

La direction des Écoles Montessori Inc.

Acceptons encore candidatures en garderie pour année scolaire débutant en septembre 1991.

#### DANS NOS 6 SUCCURSALES

- OUTREMONT
- VILLE MONT-ROYAL
- LASALLE
- GREENFIELD PARK
- ROXBORO
- BEACONSFIELD

Une bonne nouvelle. Notre école de Beaconsfield vient de se voir accorder le permis Jardin d'enfants et 1<sup>re</sup> année du ministère de l'Éducation.

Renseignements: 272-7040  
Bureau chef: 272-2826

SIÈGE SOCIAL: 1357 VAN HORNE, MONTRÉAL, QUÉBEC H2V 1K7

## FORMATION EN TRADUCTION

- français-anglais
- anglais-français

Accroissez votre compétence linguistique et votre valeur dans votre entreprise ou votre profession; inscrivez-vous au Programme de traduction (de l'anglais vers le français ou du français vers l'anglais) de l'Université McGill. Tout en continuant d'exercer votre emploi régulier, vous pourrez étudier à temps partiel et, au terme du programme de 30 crédits, obtenir le Certificat en Traduction de McGill, dont la réputation n'est plus à faire.

Pour être admissible, vous devez maîtriser l'anglais et le français, particulièrement à l'écrit, et subir avec succès l'examen d'admission:

COÛT: 156,70\$ par cours de trois crédits

#### EXAMEN D'ADMISSION

Le 5 ou 6 juin à 18h. Pour réserver votre place, veuillez vous présenter en personne avant le 4 à 18h30. Les droits d'examen s'élèvent à 40\$ (non remboursables) réglables par chèque visé, mandat ou en espèces.

#### RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES:

Venez au département de langues et de traduction, pavillon de la bibliothèque Redpath, salle 214, ou téléphonez au 398-6160.

**McGill** Centre d'éducation permanente  
L'endroit parfait pour vous perfectionner.

## DONNEZ-VOUS QUELQUE CRÉDIT!

Avec les cours du soir offerts au Centre d'éducation permanente de McGill  
Chacun de ces programmes comprend 10 cours obligatoires (30 crédits)

Certificat en comptabilité  
Certificat en sciences immobilières appliquées  
Certificat en système informatique  
Certificat en gestion des services de santé et services sociaux  
Certificat en gestion des ressources humaines  
Certificat en vérification interne  
Certificat en management  
Certificat en marketing  
Certificat en gestion des relations publiques  
Certificat en transport

Demande d'admission/automne — La demande doit se faire avant le 15 juin.

Plusieurs cours sont donnés en français

On peut obtenir de plus amples renseignements en communiquant avec les conseillers pédagogiques au 398-6161

**McGill** Centre d'éducation permanente  
L'endroit parfait pour vous perfectionner.

## MAISONS D'ENSEIGNEMENT

### PUBLICITÉ

## Carrières dans le domaine du voyage

L'industrie du voyage, un monde fermé et difficilement accessible? Depuis 12 ans, une institution privée a prouvé qu'après une formation de 4 mois les portes vous sont grandes ouvertes.

Vous avez fait des études collégiales ou universitaires mais les emplois sont rares dans votre secteur de spécialisation.

Vous avez quitté le monde du travail depuis quelques années et vous recherchez un travail intéressant.

Vous travaillez actuellement, mais vous songez à réorienter votre carrière.

Le domaine du voyage vous intéresse, mais l'accès semble limité et vous vous demandez s'il y a des emplois intéressants pour vous.

#### Formation technique

Sachez d'abord que pour y accéder il faudra acquérir une solide formation technique; il faut connaître la terminologie technique du voyage, la tarification, le système de réservation informatisé, etc.

En plus d'une bonne formation en géographie, vous devez connaître les produits offerts aux touristes et les caractéristiques des principales destinations.

L'industrie du voyage ne se limite pas aux seules agences de voyages. Il y a une foule d'entreprises qui offrent leurs services par l'entremise du réseau des agences de voyages et toutes ces entreprises aussi recherchent du personnel techniquement qualifié.

#### Collège April-Fortier

En quelques mois, le Collège April-Fortier vous permet d'acquérir cette formation technique. Ce collège n'est pas un Cégep, et par conséquent n'offre pas un enseignement général; le collège offre une formation professionnelle qui s'adresse d'abord et avant tout à une clientèle adulte qui recherche les outils nécessaires pour fonctionner dans le domaine du voyage. Il s'agit d'une institution qui a été fondée par des professionnels du voyage pour répondre aux besoins de cette industrie. Le collège a d'ailleurs la réputation d'être très branché sur les besoins de l'industrie.

Le collège vous permet donc de faire la transition entre votre situation actuelle et l'industrie du voyage; une fois dans l'industrie, vous allez découvrir qu'il y existe une quantité incroyable de postes diversifiés. Ce sera alors à vous d'orienter votre carrière selon vos objectifs.

#### Programme

Le programme de formation d'une durée de 332 heures est suivi d'un stage d'au moins 30 heures en agence de voyages. Le programme est divisé en sept cours de telle sorte que vous pouvez le suivre à temps plein ou à temps partiel; le collège offre des cours de jour, de soir et du samedi.

#### Réputation internationale

L'institution emploie une vingtaine de professeurs qui sont tous actifs dans le domaine. Depuis 1979, le collège forme du personnel pour les agences de voyages, les voyagistes (grossistes) et les compagnies aériennes. Sa réputation dépasse de loin les frontières du Québec puisqu'on y accueille continuellement des étudiants venus de l'étranger.

#### Service de placement

Les entreprises oeuvrant dans le domaine du voyage font continuellement appel au service de placement du collège de telle sorte que les étudiants se trouvent rapidement de l'emploi. Il faudrait peut-être préciser que l'industrie manque chroniquement de personnel techniquement qualifié; il ne suffit pas d'avoir beaucoup voyagé et de savoir lire des brochures pour se prétendre agent de voyages.

#### Prochains cours

Les prochains cours du jour débutent le 2 juillet. À l'automne vous avez la possibilité de suivre des cours le jour, le soir ou le samedi, en français ou en anglais. En vous inscrivant avant le 30 juin, vous bénéficiez des prix de l'année 1990-91.

Ceux qui suivent les cours en anglais ont la possibilité de



**GISÈLE APRIL-FORTIER**

réviser leurs examens en français s'ils le désirent. Il s'agit là d'une excellente occasion de se perfectionner en anglais tout en suivant une formation spécifique.

#### Renseignements

Si vous désirez en savoir davantage, contactez le Collège April-Fortier au 878-1414 ou au 521-1600. On vous fera parvenir une brochure explicative et, si vous le désirez, prenez rendez-vous avec un conseiller.

Vous pourriez aussi assister à une séance d'information que le collège offre gratuitement mardi le 11 juin à 19h00 et jeudi le 13 juin à 14h00. En téléphonant maintenant, on se fera un plaisir de mieux vous informer.

Le collège est situé au 801 rue Sherbrooke Est, (1er étage) au coin de St-Hubert; à deux minutes de la station de métro Sherbrooke, (sortie Berri Est).

Permis du Ministère de l'Éducation #749720

#### Cours d'informatique au YWCA

Intro, Dos, WordPerfect, Lotus, DBase, Bedford, Window  
Inscription: 955-7766

Excel, gestion d'information  
1355, RENÉ-LÉVESQUE OUEST

## La Commission des écoles protestantes du Grand Montréal

annonce l'ouverture d'une  
**ÉCOLE PRIMAIRE FRANÇAISE À VERDUN**  
desservant Côte St-Paul, Ville Emard, Verdun, LaSalle et Pointe St-Charles

## ÉCOLE CRAWFORD PARK ET RÉSIDENCES

**MATERNELLE À LA 6<sup>ÈME</sup> ANNÉE**  
**TRANSPORT SCOLAIRE CLASSES D'ACCUEIL**

Vous pouvez vous inscrire dès maintenant pour la rentrée scolaire d'août 1991! Tout élève s'inscrivant à la CEPGM pour la première fois doit présenter son certificat de naissance et son carnet de vaccinations.

Pour inscrire votre enfant et pour tout autre renseignement, téléphoner au **366-0028**



Commission des écoles protestantes du Grand Montréal

The Protestant School Board of Greater Montreal

## Venez rencontrer le représentant de l'école militaire américaine la plus réputée



Nous vous invitons à venir faire la connaissance du Colonel Dick Artz pour discuter de ce qui permettra à votre fils de mieux réussir. Plus de 95% de nos étudiants poursuivent des études supérieures à l'université.

- Classes secondaires 7 - 12, les deux années des cegep
- Attention particulière au rapport étudiants/faculté 9 - 1
- Deux heures d'études obligatoires chaque soir
- Activités diverses: sports, clubs, équitation, et cours d'aviation
- Fanfare et chorale de réputation internationale
- Programmes d'été: colonie de vacances et cours d'anglais

**Jeudi 6 juin 1991 • 7:45 p.m. • Dorval Hilton Airport Hotel  
Montréal, Québec, Canada (514) 631-2411**



**VALLEY FORGE**  
**MILITARY ACADEMY & JUNIOR COLLEGE**  
Wayne, Pennsylvania 19087-3695, USA • 215-668-3151/688-3153

REPÈRES

Le PSD et le défi de la grande Allemagne

Agence France-Presse BREME (Allemagne)

Le Parti social-démocrate allemand (SPD) s'est lancé à la reconquête du pouvoir en se dotant d'une équipe dirigeante rajeunie et en prônant une Allemagne porteuse de paix et de solidarité accrue pour l'ex-RDA, dans un congrès de quatre jours à Brême qui s'est achevé hier.



Restant sourds aux appels internationaux qui demandent à l'Allemagne d'assumer de nouvelles responsabilités internationales, les délégués ont refusé que leur parti appuie une modification de la constitution qui permettrait à la Bundeswehr (armée) de participer à des opérations de type guerre du Golfe. Ils ont voté à une large majorité une motion préconisant une participation de l'armée aux seuls déploiements pacifiques de Casques bleus de l'ONU. Prenant le relais du fort mouvement pacifiste déclenché en Allemagne par le conflit contre l'Irak, le SPD estime que le passé nazi du pays lui confère aujourd'hui une mission de «soldat de la paix».

Cette position torpille le projet du chancelier Helmut Kohl qui voulait modifier dès cette année la constitution de 1949 pour permettre la participation de troupes allemandes dans des actions multinationales hors du territoire de l'OTAN. Sans l'appui du SPD, M. Kohl ne peut obtenir la majorité des deux tiers au parlement, nécessaire à une telle modification.

Les quelque 500 délégués du principal parti d'opposition, actuellement favori des sondages, ont élu mercredi à la quasi-unanimité le nordique Bjorn Engholm, 51 ans, à la présidence du SPD. Il remplace Hans-Jochen Vogel, 65 ans, qui avait pris la présidence en 1987.

Engholm, apprécié pour ses qualités de conciliateur, s'est engagé à «moderniser» le parti. Il est assisté d'un directeur rajeuni et d'un énergique secrétaire-général de 34 ans, Karlheinz Blessing, le «cer-

veau» rénovateur du puissant syndicat de la métallurgie IG Metall. Victime de ses divisions et de son inertie face au tournant historique de l'unification, le SPD était sorti traumatisé de l'humiliante défaite de son candidat Oskar Lafontaine lors des élections générales du 2 décembre.

«A Brême, le SPD a voulu tourner la page et, selon les termes de M. Engholm, assessor sa «crédibilité» pour gagner les prochaines élections prévues en 1994. Depuis la fin de la guerre, le parti a été au pouvoir de 1969 à 1982 en RFA. Sur la question très débattue du siège du gouvernement, le parti s'est prononcé à une courte majorité pour son maintien à Bonn, à la grande déception des délégués de l'ex-RDA. Engholm a pourtant mis l'accent sur la priorité donnée par le SPD à l'ex-RDA, frappée de plein fouet par la crise économique. «Paradoxalement, c'est à l'État de planifier le passage du collectivisme au libéralisme», a-t-il dit, critiquant la «politique au jour le jour» du chancelier Kohl.

Le nouveau président a prôné «l'imagination en politique» et le regroupement des «intellectuels et petites gens» au sein du SPD. Le parti, vieux de 128 ans, compte 930 000 adhérents. Appellé à une concertation du SPD avec les milieux industriels, il a aussi souligné l'importance d'une «technologie de pointe» pour l'industrie allemande face à «la concurrence agressive» du Japon.

Le gouvernement a engagé récemment une concertation avec le SPD, consacrées à la crise dans l'ex-RDA. Mais les intervenants au congrès ont unanimement rejeté l'idée d'une grande coalition avec les Unions chrétiennes CDU/CSU du chancelier Kohl, à l'image de celle mise en place de 1966 à 1969 pour faire face à une grave récession économique. Selon Engholm, le SPD «ne sera pas le sauveur d'un gouvernement qui s'est lui-même plongé dans la mer. Il faut changer de politique, et donc de gouvernement».

Au vu des difficultés de M. Kohl, certains analystes n'excluent pas l'hypothèse d'élections anticipées avant 1994, qui selon eux porteraient au pouvoir le SPD.

En remettant Addis-Abeba aux rebelles, Washington voulait éviter un massacre

Agence France-Presse LISBONNE

Herman Cohen, le secrétaire d'État adjoint américain aux Affaires africaines, a justifié hier par la volonté d'éviter un massacre sa décision de laisser entrer les troupes rebelles à Addis-Abeba, qui a provoqué des manifestations sanglantes dans la capitale éthiopienne.

M. Cohen a fait valoir que l'armée éthiopienne était en déroute lorsqu'il a invité lundi les rebelles à ramener l'ordre dans la ville. Les soldats tuaient «des centaines d'Erythréens et de Tigréens (membres des deux principales factions rebelles) dans les prisons», a-t-il déclaré. «Ils vendaient leurs armes pour se nourrir. Le gouvernement éthiopien lui-même avait fait savoir à l'ambassade américaine que l'armée n'existait plus et qu'il allait inviter la population à accueillir les insurgés», a-t-il ajouté.

«Les États-Unis, a expliqué le diplomate, ont alors craint de voir se répéter les massacres de Monrovia, l'année dernière, et de Mogadiscio en décembre. Dans les deux capitales, l'armée gouvernementale était encerclée par des rebelles et massacrait tout le monde», a-t-il rappelé.

Le responsable américain a regretté la mort de dizaines de manifestants qui protestaient contre ce que certains — de son propre aveu — ont baptisé de «coup d'État de Cohen», mais il a souligné que ces morts étaient sans commune mesure avec les 50 000 morts dans la capitale somalienne. «Si les habitants d'Addis-Abeba, ces intellectuels qui manifestaient, pensaient que les gens qui avaient gagné la guerre n'entreraient jamais dans la ville, ils étaient très naïfs», a-t-il déclaré.

Le Front démocratique révolutionnaire du

peuple éthiopien (EPRDF) avait déjà gagné la guerre et respectait son engagement de ne pas s'emparer par la force de la capitale, a-t-il souligné. Washington lui a fait confiance parce que dans les précédentes prises de villes il n'y avait pas eu de massacres ni de pillages, a ajouté le diplomate.

Cohen s'est également défendu d'avoir encouragé la sécession de l'Erythrée, la seule province qui fournit à l'Éthiopie un accès à la mer, en reconnaissant le droit des Erythréens à l'autodétermination. Ses remarques, lors d'une conférence de presse mardi à Londres, avaient été interprétées comme un appui au projet érythréen de référendum sur l'indépendance.

Le diplomate américain a présenté comme une circonstance unique le fait que l'EPRDF, qui a pris en charge le pouvoir, soit favorable lui aussi au référendum prévu par le Front populaire de libération de l'Erythrée (EPLF). Il a souligné que l'EPLF avait décidé de n'organiser cette consultation qu'une fois que la situation serait stabilisée en Éthiopie. «J'ai considéré cela comme une décision d'hommes d'État», a-t-il dit.

Il a rappelé que les Érythréens, qui contrôlent pour la première fois depuis 30 ans l'ensemble de leur territoire, auraient pu proclamer immédiatement leur indépendance ou organiser sans délai leur référendum. «Ils ont au contraire décidé de maintenir toutes les relations économiques avec l'Éthiopie, conservant la monnaie nationale et ouvrant les ports à l'aide internationale aux victimes de la famine», a-t-il souligné.

M. Cohen, venu assister à Lisbonne à la signature d'accords de paix en Angola, a prévu que certains chefs d'État africains, attachés à l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, allaient lui reprocher de contri-

buer à la désintégration de l'Éthiopie. «La réponse est: elle s'est déjà désintégrée», a-t-il dit. Enfin, le diplomate américain a estimé qu'il «aurait été ridicule de dénoncer l'avance» des rebelles tigréens de l'EPRDF et du FPLE à cause de leur idéologie marxiste. «Nous sommes prêts à prendre un risque» en misant sur leur nouvel attachement déclaré à la démocratie et l'économie de marché.

Le message clé qu'il a transmis aux nouveaux dirigeants est «pas de démocratie, pas de coopération» avec les États-Unis, a-t-il rappelé. Il a ajouté qu'une des preuves de la volonté de démocratie des factions rebelles serait l'association de partis qui ne partagent pas leur point de vue — notamment sur l'indépendance de l'Erythrée — à la conférence qu'elles se sont engagées à réunir d'ici le 1er juillet pour créer un gouvernement de transition.

Par ailleurs, le mouvement armé qui a pris le pouvoir mardi à Addis Abeba s'est engagé hier à tout mettre en oeuvre pour que reprennent les opérations d'aide à plus de 7 millions d'Éthiopiens menacés par la famine, annonçant en particulier la réouverture du port d'Assab, sur la mer Rouge. Cet engagement a été donné au cours d'une réunion rassemblant des dirigeants du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF) et des centaines de représentants d'organisations non-gouvernementales (ONG) dans la capitale éthiopienne.

D'autre part, le canal qui permettait de fournir des secours alimentaires à un million de réfugiés et 200 000 rapatriés a pratiquement été détruit en Éthiopie, et la situation alimentaire de quelque 7 millions de personnes, déplacées à l'intérieur du pays ou victimes de la sécheresse, est «désespérée», a estimé hier à Genève le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Baker poursuit sa démarche

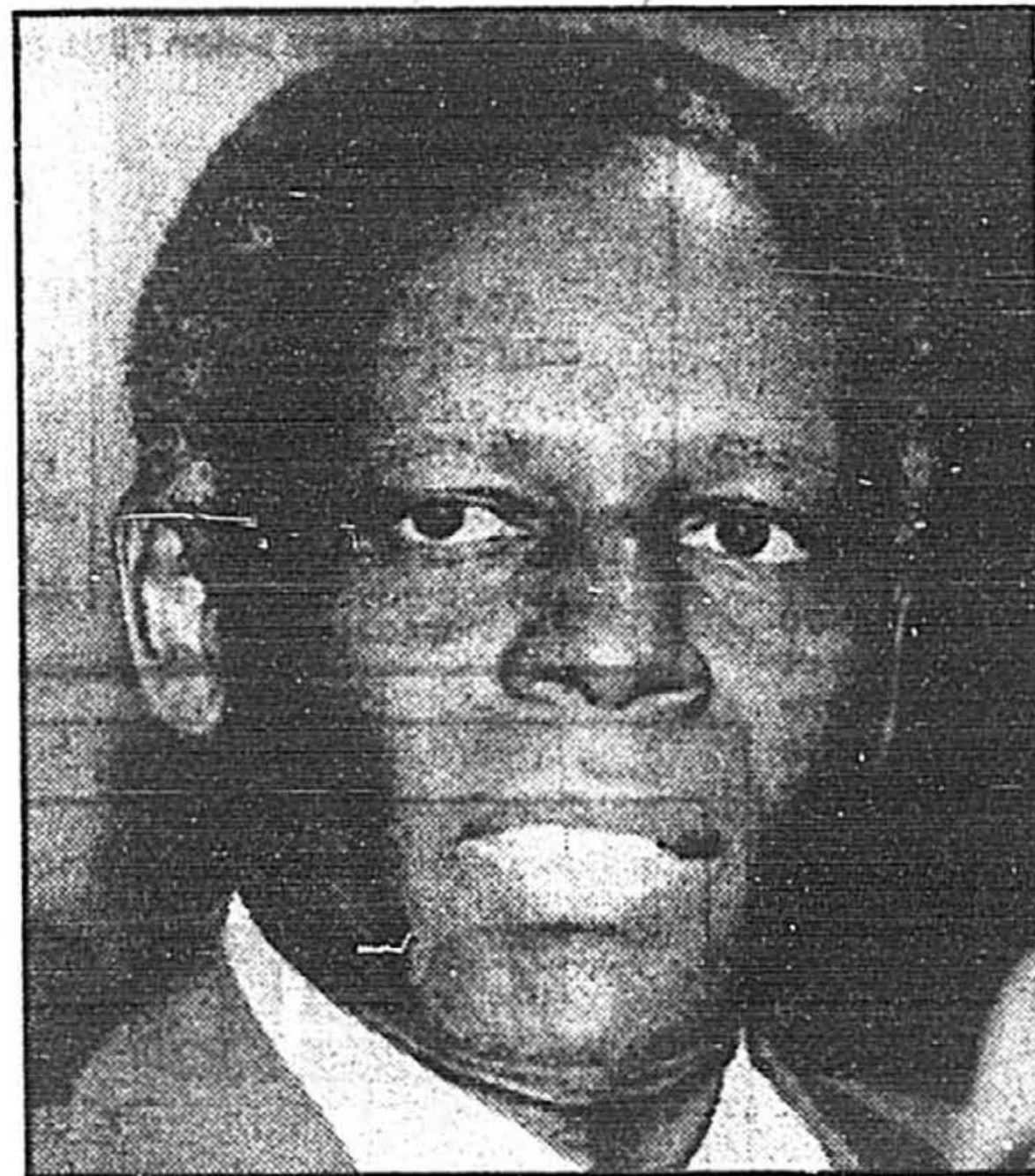
Agence France-Presse LISBONNE

Le secrétaire d'État américain James Baker devait tenter de débloquer aujourd'hui à Lisbonne les dossiers du désarmement conventionnel en Europe et du Proche-Orient, où il tente d'organiser une conférence de paix israélo-arabe.

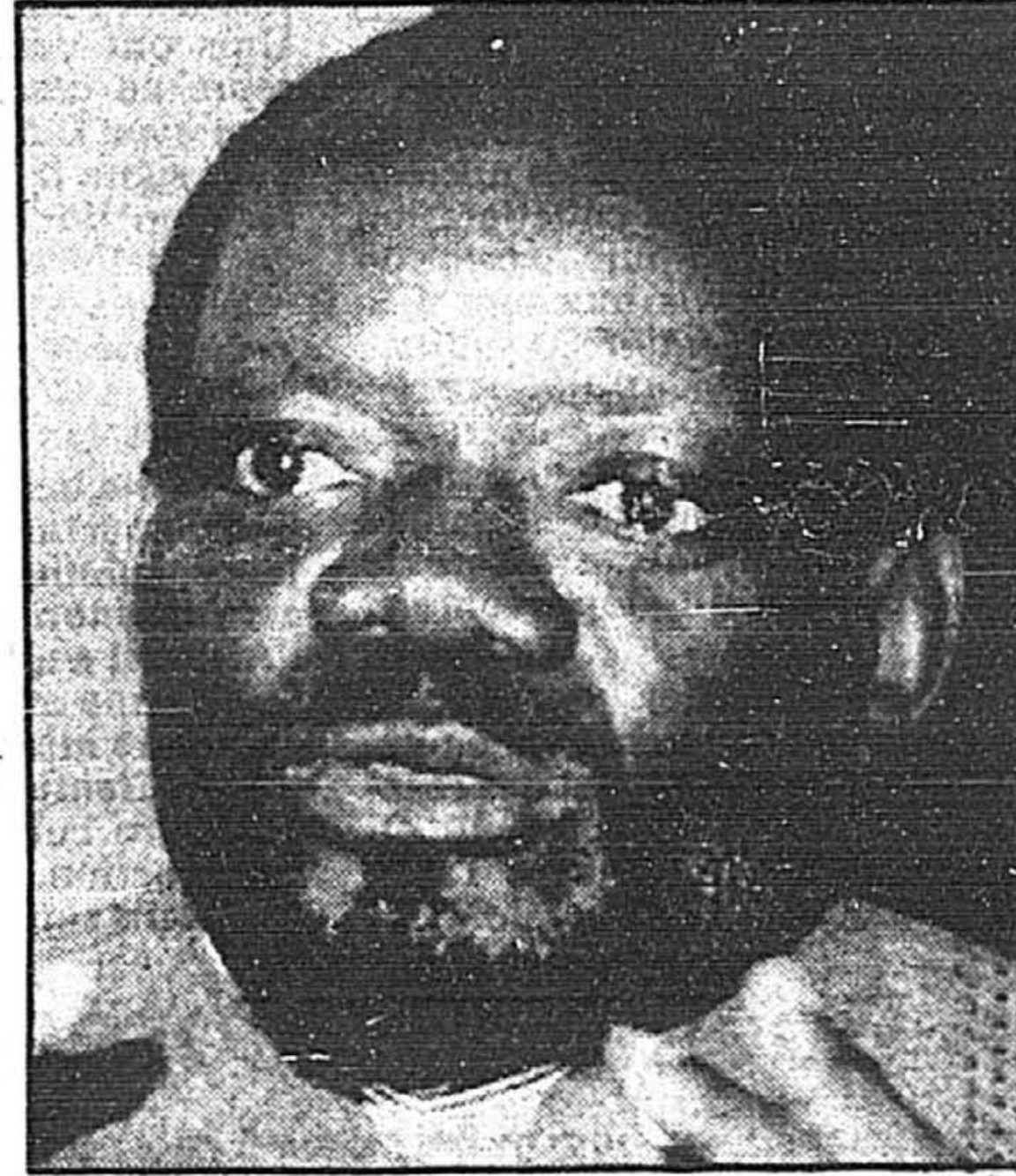
M. Baker espère régler avec son homologue soviétique Alexandre Bessmertnykh les dernières divergences d'interprétation qui empêchent la ratification du traité CFE réduisant les forces conventionnelles en Europe. De la solution de cette dispute dépend la conclusion d'un autre accord (START) sabrant d'un tiers dans les arsenaux stratégiques des deux superpuissances, que les présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev doivent signer lors d'un prochain sommet à Moscou.

La différence essentielle tient aux tentatives de l'URSS de soustraire aux limites du traité CFE l'équipement de quatre régiments d'infanterie de marine basés à terre, sous prétexte que cet accord ne couvre pas les forces navales. Les dernières propositions soviétiques présentées le 23 mai à Washington supposeraient toujours une modification du traité signé en novembre dernier, à laquelle Washington et ses alliés se refusent.

Les États-Unis se sont montrés légèrement plus optimistes sur les chances d'accord depuis un coup de téléphone lundi de Gorbatchev à son homologue américain, bien que Baker se fût refusé jeudi à toute prédiction sur l'issue de ses entretiens à Lisbonne. Les deux ministres, qui ont assisté hier à la signature d'accords de paix pour l'Angola qu'ils ont encouragés, doivent également discuter du plus ancien des conflits régionaux.



Le président angolais Jose Eduardo dos Santos (à gauche), et le chef de l'UNITA Jonas Savimbi



La guerre civile en Angola prend fin officiellement

Agence France-Presse LISBONNE

Le président angolais Jose Eduardo dos Santos, et le chef de l'UNITA (opposition armée), Jonas Savimbi, ont scellé hier soir à Lisbonne avec une poignée de main longue et chaleureuse les accords de paix d'Estoril mettant fin officiellement à près de 16 ans de guerre civile en Angola.

Les chefs de la diplomatie américaine et soviétique, James Baker et Alexander Bessmertnykh, le secrétaire général des Nations unies, Javier Perez de Cuellar, le premier ministre portugais, Anibal Cavaco Silva, ainsi que le président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le président ougandais, Yoweri Museveni, ont assisté à la cérémonie qui a eu lieu au palais des Necessidades, siège du ministère portugais des Affaires étrangères.

Les textes d'Estoril, paraphés le 1er mai dernier par les deux délégations angolaises et qui s'étaient déjà traduits par la cessation de facto des hostilités sur le terrain depuis deux semaines, prévoient l'entrée en vigueur immédiate du cessez-le-feu, qui sera surveillé par plusieurs centaines d'observateurs de l'ONU. Ils stipulent en outre la tenue des premières élections libres en Angola (présidentielles et législatives) entre septembre et novembre 1992 ainsi que la fusion des forces armées gouvernementales et de l'UNITA en une armée nationale unique.

Les accords d'Estoril ont été négociés pendant un an au Portugal par les deux parties angolaises sous la médiation du gouvernement portugais et avec la présence d'observateurs américains et soviétiques et d'un représentant des Nations unies.

Le président dos Santos a souligné que les accords «ouvrent une

nouvelle ère de paix et de concorde en Angola» et mettent fin à «30 ans de privations, de douleur et de deuil». «Le peuple angolais peut maintenant envisager l'avenir avec confiance», a-t-il ajouté rendant hommage «à ceux qui ont sacrifié leur vie» pour sauvegarder l'unité nationale. Selon M. dos Santos, il reste maintenant à résoudre le problème de la guerre au Mozambique et la question de l'apartheid en Afrique du Sud pour que la paix revienne en Afrique australe.

Le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), Jonas Savimbi, a souhaité de son côté que «le peuple angolais croit à la paix, car les armes n'ont plus raison d'être». «Si nous manquons la paix cette fois-ci, nous ratons la dernière bouée de sauvetage pour atteindre l'autre rive, celle où se trouvent la paix et la démocratie», a-t-il ajouté.

30 p. cent des revenus du pétrole irakien serviront à payer la guerre du Golfe

Agence France-Presse NEW YORK

Le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, a fixé à 30 p. cent le prélèvement maximum sur les recettes d'exportations de pétrole irakien afin de rembourser les dommages de la guerre du Golfe, a-t-on annoncé hier de source officielle à New York.

Ce pourcentage a été communiqué au président en exercice du conseil de sécurité, l'ambassadeur de Chine, M. Li Daoyu, afin qu'il en informe ses collègues du conseil, a précisé M. François Giuliani, un

des porte-parole de M. Perez de Cuellar.

Il appartient désormais à la commission chargée de gérer le fonds d'indemnisation, mis en place par le conseil de sécurité le 20 mai dernier, de déterminer à son tour le pourcentage qu'elle entend prélever sur les recettes d'exportation de pétrole irakien.

La résolution 687 de l'ONU, adoptée le 3 avril dernier et posant les conditions d'un cessez-le-feu définitif entre l'Irak et les pays de la coalition, demandait au secrétaire général de l'ONU de fixer un plafond à ces prélèvements.

Les Polonais prennent leurs distances avec l'Église catholique

Agence France-Presse VARSOVIE

Les Polonais, réputés pour être les fils les plus fidèles de Rome, ont entamé une procédure de séparation à l'amiable, voire de divorce, avec l'Église catholique, accusée de vouloir imposer un «État clérical» à une société aujourd'hui avide de bien-être matériel et de liberté individuelle.

Le catéchisme à l'école, l'avortement, la contraception et la séparation de l'Église et de l'État ont été ces derniers mois d'après sujets de controverse, qui ont souvent tourné au désavantage de l'Église. Ainsi, les députés n'ont pas adopté un projet de loi d'avortement soutenu par l'épiscopat, et qui devait être offert en présent au pape Jean Paul II à l'occasion de son quatrième voyage en Pologne, du premier au 9 juin.

Bien que 90 p. cent des 38 millions de Polonais se déclarent ca-

tholiques, ils manifestent de plus en plus une «résistance» aux tentatives de l'Église catholique de modeler à son image la nouvelle Pologne, après 45 ans de communisme athée. Selon une enquête de l'institut de sondages indépendant Demoskop, 60 p. cent des Polonais pensent que «l'influence de l'Église dans la vie publique est trop grande».

«L'Église a perdu de son influence, car sous le communisme elle comblait un vide institutionnel et représentait un espace de liberté pour la société civile et les intellectuels», explique Pawel Kuczynski, un sociologue, directeur de Demoskop. Elle est aujourd'hui souvent perçue comme «une force conservatrice», notamment par les jeunes, alors que la société «entre dans une ère ouverte de marché et de consommation», souligne-t-il.

«Notre étude montre que cette résistance à l'Église n'est pas le seul fait des milieux citadins, mais se retrouve aussi bien dans les petites villes qu'à la campa-

gne», précise Kuczynski. Certains jeunes ont exprimé crûment ce rejet, lors de manifestations provocatrices, avec des slogans «sacrilèges»: «Après le totalitarisme communiste, le cléricalisme» ou «Ici, c'est la Pologne, pas le Vatican».

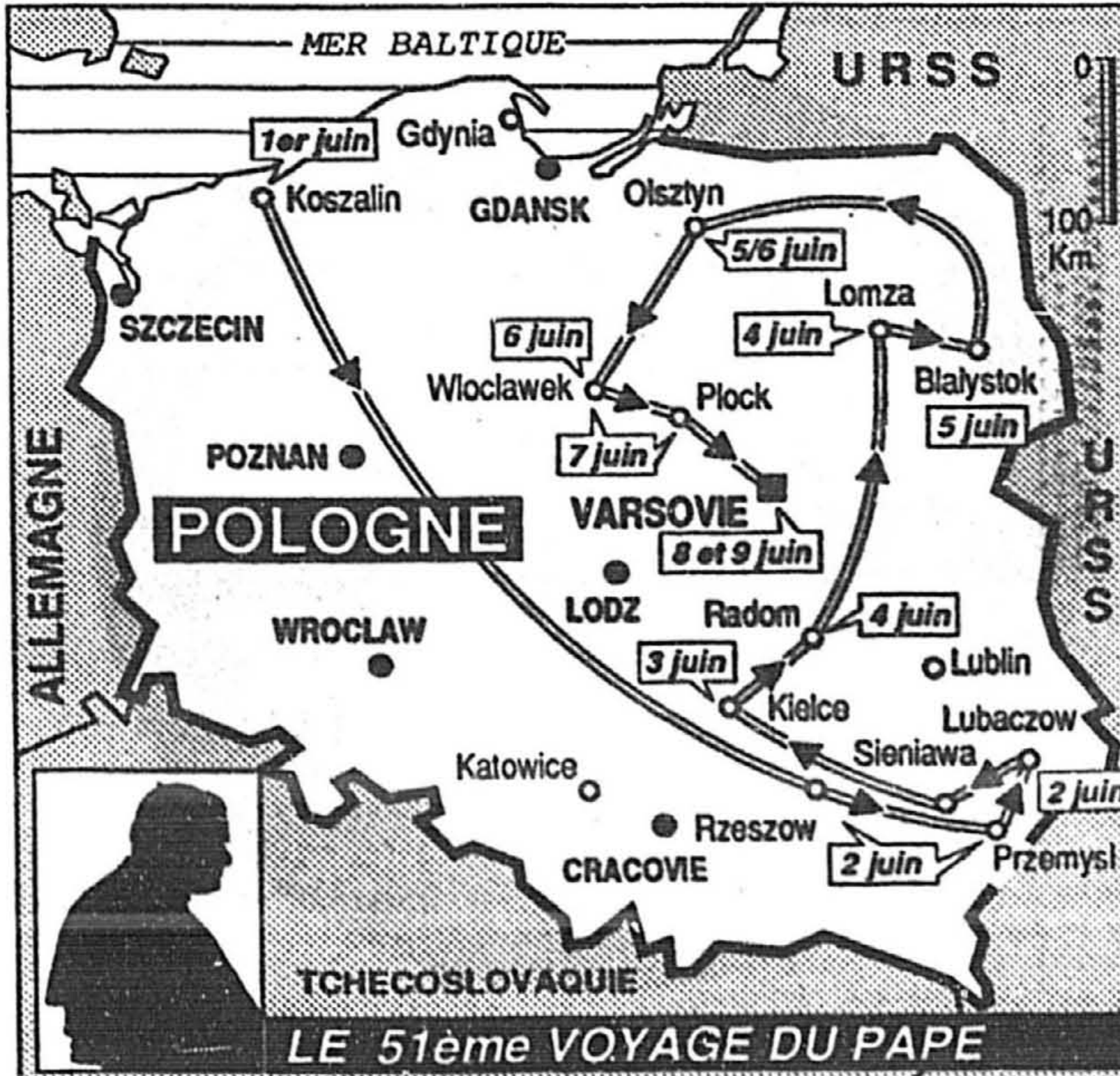
Adam Michnik, ancien théoricien de l'opposition anti-communiste, aujourd'hui directeur du journal Gazeta, estime que ce phénomène est dû au fait qu'au cours des six derniers mois, «l'Église a perdu son statut d'arbitre, de témoin et de guide des valeurs morales et est devenue partie prenante dans le conflit sur la configuration politique de l'État polonais».

«C'est une campagne de propagande, menée par les forces laïques et liée à la lutte pour la composition du futur parlement», qui doit être élu en octobre, a affirmé de son côté un prêtre de la haute hiérarchie de l'épiscopat, qui a requis l'anonymat. Selon lui, l'Église doit «jouer, comme auparavant, un rôle conciliateur entre

les différents groupes sociaux et politiques». Mais, ajoute-t-il, la future constitution devrait garantir la place de l'Église dans les domaines de l'éducation et de la famille, en raison de son «influence spirituelle sur la population».

Mais s'il ne fait pas de doute que les Polonais restent profondément attachés à la foi catholique, une majorité (57 p. cent selon un sondage) déclare que «l'Église ne devrait en aucun cas prendre part à la vie politique». L'ambivalence des Polonais, partagés entre leurs sentiments religieux et leur méfiance vis-à-vis de la puissance de l'Église, a été parfaitement exprimée par le grand poète Czeslaw Milosz qui s'est récemment élevé, dans un long article, contre «le clergé et son programme d'État religieux».

Cet article, selon le prix Nobel de littérature, visait à empêcher «une situation dans laquelle la religion deviendrait inaccessible, et même répulsive, pour les Polonais à cause d'un triomphalisme (de l'Église) hors de propos».



AFP Infographie

# Procès secrets pour les dissidents chinois

Agence France-Presse  
HONG-KONG

Deux dissidents qui avaient fui la Chine après l'écrasement du mouvement pro-démocratique de juin 1989 sont maintenant enfermés dans des prisons du Hunan (centre de la Chine), victimes d'une vague de procès secrets contre les dissidents, ont annoncé à Hong-Kong hier des sources proches des activistes et

un groupe de défense des droits de l'homme.

Ces deux procès « font partie de la plus importante vague de procès de dissidents depuis l'été 1989 », a déclaré M. Robin Munro, porte-parole de l'organisation de défense des droits de l'homme Asia Watch, dont le siège est à New York. Plusieurs dizaines d'intellectuels et d'étudiants, leaders du mouvement de la place Tiananmen à Pékin en juin 1989,

ont été arrêtés ces six derniers mois, jugés sans procès légal, et condamnés, certains jusqu'à 13 ans de prison, a déclaré M. Munro.

Les deux activistes qui s'étaient réfugiés à Hong-Kong en juillet 1989, deux frères de 23 et 31 ans, étaient rentrés chez eux en février dans le Hunan, la province natale de Mao qui est connue pour son orthodoxie communiste, pour célébrer le nouvel an lunaire, croyant

qu'ils ne seraient pas arrêtés, puisque qu'on avait proposé à l'un d'eux de reprendre son travail dans une entreprise d'Etat.

Les deux frères ont été arrêtés le 16 février, leur procès est imminent, mais les accusations portées contre eux sont inconnues, selon des témoignages de leurs amis cités par M. Munro. Selon les mêmes témoignages, ce deux frères étaient suivis pendant leur séjour à Hong-Kong,

sans doute par des membres de la police du Hunan, et ils ont dû déménager au moins cinq fois pendant qu'ils habitaient à Hong-Kong.

La justice chinoise a condamné au moins 715 personnes pour leur participation au mouvement de Tiananmen, mais un haut-fonctionnaire du ministère de la Justice chinoise a déclaré le mois dernier que d'autres procès étaient en préparation.

## L'opposition réclame la démocratisation du régime koweïtien

Agence France-Presse  
KOWEIT

Les partis d'opposition du Koweït vont organiser mardi prochain leur premier rassemblement depuis la guerre du Golfe pour protester contre « l'incompétence » du gouvernement et réclamer une démocratisation du pays, a annoncé hier l'un des responsables de l'opposition, M. Abdallah al-Nibari.

Le rassemblement, à l'initiative des sept partis d'opposition, aura lieu mardi soir dans une mosquée de Koweït et devra « exprimer le mécontentement envers la manière de laquelle le gouvernement dirige le pays », a déclaré à la presse M. Nibari. Le meeting doit intervenir alors que la loi martiale est en vigueur au Koweït depuis la libération de l'émirat de

l'occupation irakienne, fin février. Cette loi accorde en principe à son administrateur, le prince héritier et premier ministre cheikh Saad al-Abdallah al-Sabah, le pouvoir d'interdire toute réunion publique.

Selon M. Nibari, les principaux problèmes qui se posent sont « l'absence de participation au pouvoir, le renvoi du parlement, et le refus de fixer une date pour les élections législatives ». « Le peuple ne pense pas que le gouvernement soit compétent », a-t-il ajouté.

L'émir du Koweït, cheikh Jaber al-Ahmad al-Sabah, avait dissous le parlement en 1986. Un Conseil national avait été institué il y a un an pour préparer le retour à la vie parlementaire, mais l'opposition avait contesté les conditions de sa formation.

## Washington serre la vis du nucléaire à Cuba

Agence France-Presse  
WASHINGTON

Les États-Unis ont pressé les fournisseurs de matériels nucléaires de cesser toute collaboration avec Cuba avec une exception pour les matériels touchant à la sûreté des installations, a indiqué hier le département d'Etat. Mais ces matériels de sûreté devraient être supervisés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne, a ajouté le porte-parole du département d'Etat.

Richard Boucher réagissait à un reportage de la chaîne de télévision NBC selon lequel des réacteurs nucléaires actuellement en construction à Cuba avec l'aide de l'Union soviétique seraient dé-

fectueux à 60 p. cent. « Les États-Unis ont demandé aux fournisseurs de cesser toute collaboration avec Cuba jusqu'à ce que ce pays signe le traité de non-prolifération de Tlatelolco. Le traité de Tlatelolco, signé en 1977, interdit les armes nucléaires en Amérique latine en imposant un respect strict du principe de non-prolifération.

M. Boucher a souligné hier que Cuba pourrait obtenir une assistance technique en concluant des arrangements bilatéraux avec l'AIEA. Il a ajouté que l'agence et La Havane avaient envisagé l'envoi d'une mission d'experts sur le site de Cienfuegos où le complexe nucléaire cubain est en voie de construction, mais sans fournir de détails supplémentaires.

## Le Boeing sud-coréen: Izvestia «saborde» la version officielle du drame

Agence France-Presse  
MOSCOU

Le grand quotidien du soir Izvestia a affirmé hier que la version officielle soviétique sur l'affaire du Boeing sud-coréen abattu en 1983 est presque totalement fautive, et que les chasseurs soviétiques ont abattu le vol 007 de la KAL sans tirs de sommation.

Sous le titre « le secret du Boeing-747 coréen », Izvestia affirme que « presque aucune affirmation de la version officielle

de l'événement, avancée par la presse soviétique et les directions militaire et politique suprêmes, ne représentent la réalité ». Pour le journal, « il n'y a pas eu de tentatives d'établir des contacts radios avec le Boeing sur les fréquences internationales. Il n'a eu aucun tir d'avertissement de projectiles traçants. L'avion n'a pas été sérieusement identifié. Le vol KAL-007 volait avec ses feux de signalisation ». Le Boeing-747 de la KAL, qui effectuait la liaison New-York-Séoul le 1er septembre 1983, transportait 269 passagers.

## La sécurité dans le Golfe assurée

Agence France-Presse  
ABOU DHABI

L'Irak et l'Iran continuent de constituer une menace pour toute la région du Golfe en dépit du rapprochement entre Téhéran et l'Occident et de la défaite cuisante de l'Irak, a estimé le commandant du porte-avions américain USS Nimitz, l'amiral Philip Quast.

« Les États-Unis envisagent de maintenir dans le Golfe un porte-avions pour rassurer les pays riverains », a déclaré l'amiral Quast dans une interview publiée hier

par le quotidien de langue anglaise Gulf News de Dubai (Émirats arabes unis). « Il est important de rassurer les pays de la région puisque Saddam Hussein est au pouvoir en Irak, où il contrôle toujours la majeure partie de son armée, composée d'un million de soldats », a souligné le commandant du Nimitz, opérant dans le Golfe. « Tant que cette menace existe nous devons être certains de pouvoir riposter en cas de nécessité », a-t-il ajouté.

L'amiral Quast a estimé que « l'Irak pourrait constituer une menace pour la sécurité du Golfe, en raison de son accès au détroit d'Ormuz ».

Commençant mercredi

à  
Place Bonaventure

**VENTE**  
de "Noël en Juin"®

**90%** DE RABAIS  
sur les articles  
annoncés

Ainsi que des  
milliers d'autres  
aubaines à 30%,  
40%, 50%, 60%  
et 75% de  
réduction

5, 6, 7, 8  
JUN

Procurez-vous la liste  
complète des articles à  
90% de réduction  
durant le solde à  
Place Bonaventure

Place Bonaventure



**I.F.A.C.E.F.**  
CAMP COEUR JOIE

ACCREDITÉ  
ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC



**ACTIVITÉS:** hébertisme — tir à l'arc — escalade — vélo-camping — équitation — canot-camping — ateliers artisanaux — théâtre — écologie — jeux de nuit — natation — culturelle.

**AUTRES PROGRAMMES:** vacances familles — classes nature — séminaires — stages formation — groupes autonomes — séjours en chalet — et sous tente.

Camp scolaire: du 11 au 23 août 1991  
Adaptées selon l'âge pour jeunes de 6 à 14 ans

Périodes:  
30-06 au 12-07  
14-07 au 26-07

Prix:  
50\$ inscription  
250\$/par semaine  
Fin des inscriptions:  
le 15 juin 1991

Programme supervisé par une  
équipe de professionnels  
psycho-éducateurs et  
orthopédagogues.

PRIX

90

ASSOCIATION

DES

CAMPS

DU QUÉBEC

MENTION

COMMUNICA-

TION-

MARKETING

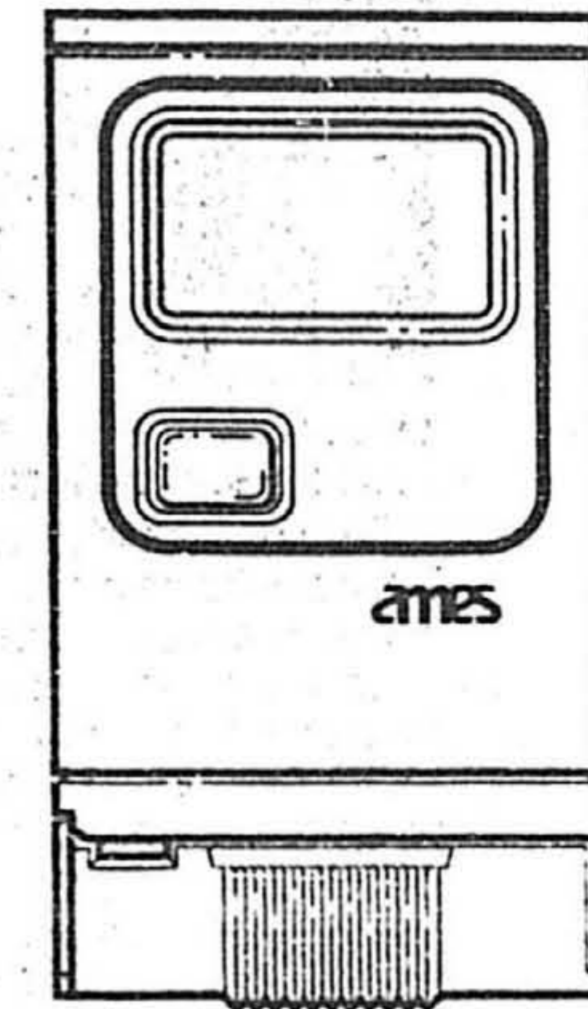
325 acres de verdure,  
de lacs, de forêts, dans  
la région du lac Simon  
en Outaouais.

**OUVERT À L'ANNÉE**

**INFORMATIONS:**  
Guy - Serge Ducharme  
Secrétariat:  
10295, rue l'Esplanade  
Montréal, Qc H3L 2X9  
(514) 388-7216

POUR LE DOSAGE DE LA GLYCÉMIE

Découpez cette  
annonce et économisez  
30 \$ à l'achat d'un  
Glucometer® GX.



OFFRE  
ESTIVALE -  
RABAIS DE  
30 \$

(Vous pouvez recevoir également la remise  
de 45 \$ qui est consentie quand vous  
remettez un indicateur de glycémie à l'achat  
d'un Glucometer® GX, soit un total de 75 \$.  
Renseignez-vous.)

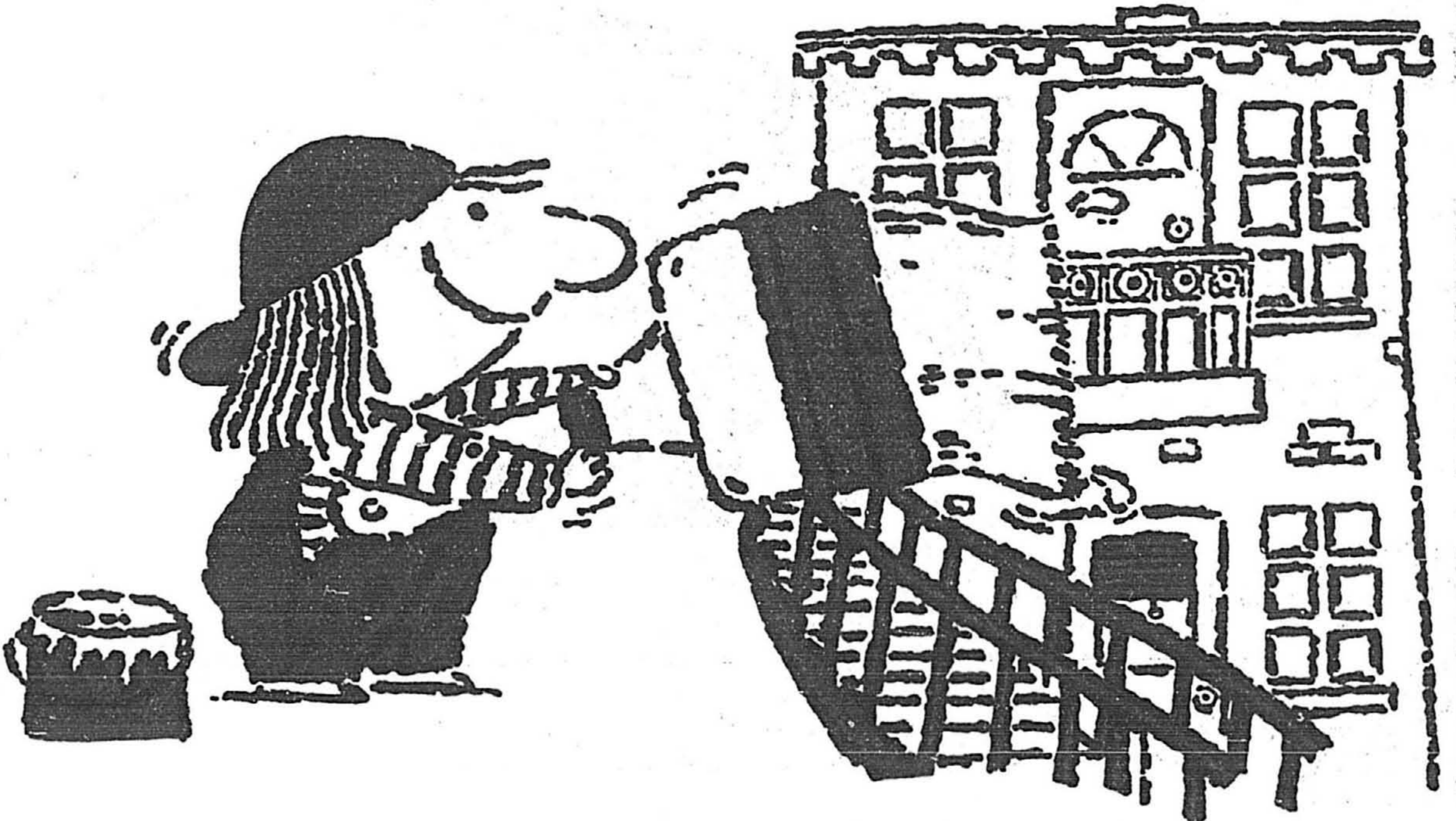
- Précis
- Simple d'utilisation
- Se transporte partout

Pour recevoir le remboursement de 30 \$, retournez le présent bon avec le coupon de caisse (original ou photocopie) au plus tard le 31 août 1991 à l'adresse suivante: Offre estivale GX, Case postale 9912, Saint-John (Nouveau-Brunswick) E2L 4N2. Le présent bon n'est pas un bon de réduction. L'offre est en vigueur du 1<sup>er</sup> juin au 31 juillet 1991 dans les pharmacies participantes. L'offre n'est valide qu'au Canada. PRÉVOIR JUSQU'À 8 SEMAINES POUR RECEVOIR LE REMBOURSEMENT.

Nom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Ville: \_\_\_\_\_ Province: \_\_\_\_\_  
Code postal: \_\_\_\_\_ Téléphone: ( ) \_\_\_\_\_  
N° de série de l'indicateur: \_\_\_\_\_

MILES CANADA INC  
Division des produits  
diagnostiques  
77 Bellfield Road  
Etobicoke, Ontario  
Marque déposée

# REDONNEZ DE L'ÉCLAT AU QUARTIER



## Et remportez les honneurs de l'opération "Patrimoine populaire Montréal" 1991

Tous les quartiers montréalais ont une âme, de la couleur, un caractère et un style architectural particuliers. Ils sont composés de résidences, de commerces, d'industries et d'édifices à bureaux âgés de quelques dizaines d'années. Ces bâtiments forment le "patrimoine populaire" montréalais.

### Du simple rafraîchissement aux grands travaux...

La Ville de Montréal tient à encourager les efforts des Montréalais et des Montréalaises qui, ce printemps et cet été, nettoieront, repeindront, réaménageront ou rénoveront leurs propriétés pour raviver leur cachet d'origine.

Vos réalisations seront remarquées et soulignées.

Des représentants du Service de l'habitation et du développement urbain de la Ville de Montréal ainsi que l'organisme Héritage Montréal arpenteront tous les quartiers de la ville au cours de l'été.

Ils désigneront, pour chacun des neuf arrondissements montréalais, les plus intéressantes réalisations dans les catégories suivantes:

- résidence
- édifice à logements multiples
- commerce
- industrie ou édifice à bureaux
- rue résidentielle
- ruelle
- tronçon de rue commerciale

En septembre, la Ville de Montréal transmettra les noms et photos des gagnants, avec leur accord, aux grands médias d'information de même qu'aux journaux de quartier.

Aucune inscription n'est nécessaire.

VIVRE MONTREAL  
C'EST L'EMBEILLIR



En collaboration avec

CKAC73AM

BANQUE  
LAURENTIENNE  
DEPUIS 1846

unifol  
RENOUVEAU  
BROCOLAGE

CONSEILS GRATUITS EN RENOVATION  
Dimanche 26 mai, parc La Fontaine  
de 11h à 18h  
(détails sur les ondes  
de CKAC)

3 000 POINTS  
OFFERTS, CETTE SEMAINE,  
DANS LA PRESSE.

Si vous êtes membre du CLUB, entrez le code suivant

**28236068**

Si non, composez, à Montréal, le 251 8688 ou, sans frais,  
le 1-800 563-8688

**CLUB Multi points**

La Presse

LIRE LA PRESSE N'A JAMAIS ÉTÉ  
AUSSI EXCITANT!

Il est strictement interdit de reproduire (par tout moyen) les codes du CLUB MULTI-POINTS.  
Seuls les porteurs autorisés peuvent les reproduire. Les contrevenants seront poursuivis.  
© 1991 La Presse Vidéo/Électronique. Tous droits réservés.